



LE DEVOIR

Présence symbolique



À DÉFAUT d'assister à la messe du Noël orthodoxe hier en l'église de la Nativité à Bethléem, Yasser Arafat s'est fait «représenter» par son keffiyeh, coiffure des Bédouins qu'il a depuis longtemps adoptée. Le leader palestinien, toujours confiné à Ramallah en Cisjordanie, n'avait pu également être présent à la messe de minuit le 24 décembre, Ariel Sharon l'accusant d'attiser les feux du terrorisme contre Israël. Le premier ministre israélien poursuit d'ailleurs sa vindicte contre Arafat. Nos informations en page 5.

Non aux greffes de l'animal à l'humain

Des experts recommandent à Ottawa de ne pas se lancer dans cette voie jugée trop risquée

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Après avoir sondé et informé la population, un comité d'experts recommande à Ottawa de ne pas autoriser, même sur une base expérimentale, la transplantation sur des humains d'organes ou de tissus vivants prélevés sur des animaux.

Le rapport de l'Association canadienne de santé publique (ACSP) juge qu'il subsiste trop de «questions critiques» pour se lancer dans cette aventure risquée. Les experts craignent que les transferts d'organes, de tissus ou de cellules d'une espèce animale à la nôtre, appelés xénotransplantations, n'entraînent la transmission de virus ou d'agents infectieux qui pourraient ensuite causer des pandémies dévastatrices.

L'utilisation de partie d'organes animaux morts et stérilisés (par exemple d'un ventricule de porc) est largement répandue. La consultation commandée en mai 2000 par le ministère de la Santé cherchait à connaître l'opinion publique au sujet de la possibilité

VOIR PAGE A 8: GREFFES

Conflit Inde-Pakistan

Espoirs déçus à Katmandou

D'APRÈS LIBÉRATION ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Malgré les espoirs de la communauté internationale, le sommet qui réunissait ce week-end les sept pays d'Asie du Sud à Katmandou s'est achevé, hier, sans qu'aucune percée significative n'ait été annoncée pour désamorcer la tension qui oppose depuis plusieurs semaines l'Inde et le Pakistan.

Si les gestes symboliques et les paroles apaisantes n'ont pas manqué côté pakistanais, New Delhi continue de s'opposer à tout dialogue tant que son voisin n'aura pas mis fin au «terrorisme transfrontalier».

Le président pakistanais Pervez Musharraf et le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee se sont toutefois rencontrés à huis clos à la dernière minute, hier matin. Mais l'Inde a immédiatement minimisé ces rencontres, les qualifiant de simples «échanges de courtoisie, rien de plus», comme elle l'avait fait la veille après l'entrevue entre les ministres des Affaires étrangères.

Devant le blocage de la situation, le Pakistan s'est dit favorable à une médiation américaine, une initiative refusée a priori par l'Inde.

Les États-Unis pourraient donner suite aux efforts diplomatiques du président pakistanais en nommant un envoyé spécial dans la région chargé d'une médiation entre l'Inde et le Pakistan.

Washington décidera en effet cette semaine de l'éventuelle désignation d'un émissaire spécial pour l'Asie du Sud, espérant ainsi calmer les tensions entre les deux pays qui pourraient constituer un sérieux obstacle à la lutte contre le terrorisme dans la région.

«Nous examinons la possibilité d'envoyer quelqu'un pour renforcer nos efforts et nous allons regarder cela de très près la semaine prochaine» après la clôture du sommet de Katmandou, a indiqué vendredi le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui a par ailleurs téléphoné samedi à M. Vajpayee.

VOIR PAGE A 8: ESPOIRS

INDEX

Actualités	A 2	Idées	A 7
Avis publics	B 7	Monde	A 4
Culture	B 8	Mots croisés	B 2
Économie	B 1	Météo	B 2
Éditorial	A 6	Religions	B 7
Fonds	B 3	Sports	B 5
		Télévision	B 8

L'ENTREVUE

La retraite des singes

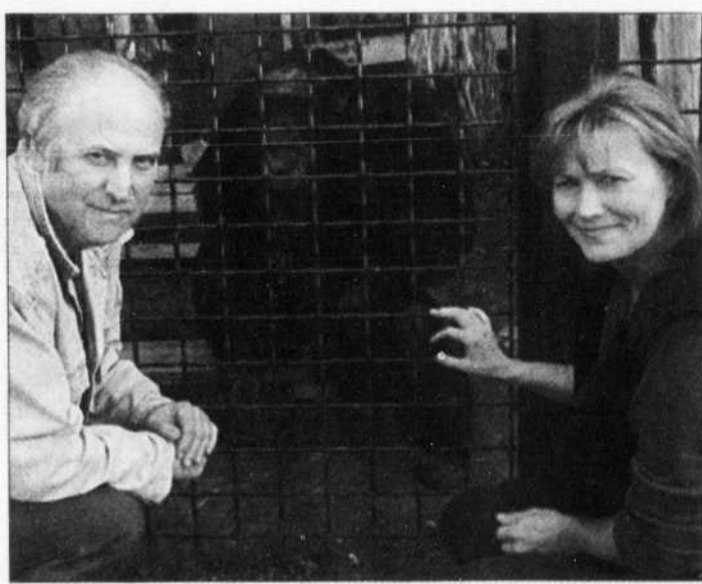
Gloria Grow et Richard Allan hébergent à Carignan des chimpanzés qui furent des cobayes de la science

En offrant une retraite paisible à un groupe de chimpanzés rescapés d'un laboratoire américain, Gloria Grow et Richard Allan estiment rembourser une partie de la dette contractée pour tous les primates prisonniers de la science. Le refuge qu'ils ont construit pour leurs 14 pensionnaires dans leur propriété de Carignan, sur la Rive-Sud, dans la région de Montréal, est le seul du genre au Canada.

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

«En 1996, j'ai atteint la quarantaine et j'ai compris que j'avais besoin de faire quelque chose de plus dans ma vie pour me sentir bien», explique Gloria Grow. Alors qu'elle se trouve à Washington pour participer à une manifestation aux côtés de militants pour les droits des animaux, on lui fait une proposition inattendue: un laboratoire rattaché à l'Université de New York ferme ses portes et on lui offre d'adopter un groupe de chimpanzés.

L'aventure est tentante et tombe à point. Gloria Grow vient de lire un article signé par l'expert américain Roger Fouts, militant et spécialiste de la communication entre les chimpanzés et les humains à l'aide du langage des signes pour sourds-muets. Un coup de fil à son conjoint resté à Carignan — «Je suis la rêveuse, il est le pragmatique» — et la décision est prise. L'année suivante sera consacrée aux préparatifs. Gloria Grow, aujourd'hui âgée de 46 ans, dirigeait une boutique de toilettage pour chiens de



Richard Allan et Gloria Grow auprès d'un de leurs protégés.

Greenfield Park lorsqu'elle a rencontré celui qui allait partager sa vie, le Dr Richard Allan, un vétérinaire de trois ans son aîné. Celui-ci était propriétaire de la clinique où elle louait un local.

«Gloria voulait un sanctuaire d'éléphants», se rappelle-t-il en riant. Les événements en auront décidé autrement et, en 1997, leurs 15 pensionnaires (l'un d'eux est mort en 2001) arrivent finalement à Carignan. Huit d'entre eux sont porteurs du VIH à la suite d'expériences menées dans le laboratoire américain.

Les belles manières de Sue Ellen

Les chimpanzés ne sont pas passés inaperçus à Carignan. Quand, deux mois après leur arrivée au refuge, un reportage télévisé a révélé que plusieurs d'entre eux étaient séropositifs, les choses ont commencé à se gâter. Les voisins immédiats ont sursauté, craignant que le virus ne transmette aux humains et aux

animaux par l'entremise des moustiques, relate Richard Allan. Des visiteurs en mission officielle se sont mis à affluer: représentants de la Ville de Carignan, policiers, enquêteurs de la Direction de la santé publique (DSP) et émissaires de la Commission de protection du territoire agricole sont tour à tour venus inspecter les lieux. On craignait qu'un chimpanzé ne prenne le large et sème la terreur dans le voisinage.

Le Dr Luc Boileau, de la DSP, a été catégorique: les chimpanzés ne menacent pas la santé de la population. La majorité des élus municipaux ont convenu que le refuge respectait le règlement d'urbanisme. Et, avec ses belles manières, Sue Ellen, une femelle du groupe, a fait fondre les réticences du directeur du Service de police, à l'origine peu enthousiaste à l'égard des chimpanzés. La Commission de protection du territoire agricole a finalement clos l'épisode en permettant à la Fondation

VOIR PAGE A 8: SINGES

La médecine alternative gagne du terrain

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

La personne la plus susceptible de faire appel à la médecine alternative pour se soigner est une femme bénéficiant d'un revenu supérieur, détenant un diplôme universitaire et affligée d'une douleur chronique, indique une étude que vient de publier Statistique Canada à la lumière de trois enquêtes menées au cours de la dernière décennie.

Bien qu'en croissance, les médecines douces ne représentent pas une panacée, car beaucoup d'adeptes des méthodes alternatives continuent de faire confiance à la médecine traditionnelle.

Lors de la plus récente enquête nationale sur la santé qu'a menée Statistique Canada en 1998-1999, quelque 3,8 millions de Canadiens âgés de 18 ans ou plus, soit 17 % de la population, ont affirmé avoir consulté un praticien de la médecine alternative au cours de l'année précédente, une augmentation de 2 % par rapport à l'enquête de 1994-1995.

VOIR PAGE A 8: MÉDECINE

UNESCO

De nouveaux sites du patrimoine mondial

La Liste du patrimoine mondial, dressée par l'Unesco, s'est enrichie de 31 nouvelles inscriptions naturelles ou culturelles en 2001.

La forteresse de Massada en Israël, les Grottes de Yungang en Chine de même que la Villa Tugendhat de l'architecte Mies van der Rohe en République Tchèque, font maintenant officiellement partie des sites du patrimoine de l'humanité, comme les vestiges de Troie, la grande muraille de Chine, l'Acropole d'Athènes, le Mont-Saint-Michel ou l'arrondissement historique de Québec. L'inventaire complet compte maintenant 721 inscriptions, dont 554 lieux culturels et 144 sites naturels.

À lire en page B 8

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Le jeune pilote appréciait ben Laden

(AFP) — L'adolescent de 15 ans qui a volé un avion samedi pour l'écraser contre un immeuble de bureaux de Tampa (Floride) a exprimé sa «sympathie» pour Oussama ben Laden dans une missive trouvée sur lui, a indiqué la police hier. Dans cette missive, trouvée dans une poche, Charles Bishop «exprimait sa sympathie pour Oussama ben Laden et les événements du 11 septembre», a déclaré le chef de la police de Tampa, Bennie Holder, lors d'une conférence de presse. Il «laissait entendre clairement qu'il avait agi seul sans l'aide de qui que ce soit». Le bi-place Cessna-172 s'est encastré dans un immeuble de quarante étages abritant des bureaux de la Bank of America. Seul le jeune pilote originaire de Palm Harbor est mort dans l'accident.

Il fait très froid en Europe

Reuters — Confrontée à l'hiver le plus rude depuis plusieurs décennies, une partie du sud-est de l'Europe était paralysée hier. En Pologne, 5000 soldats sont en état d'alerte pour faire face à d'éventuelles inondations en cas de dégel soudain. Depuis la mi-octobre, quelque 225 personnes, dont de nombreux sans-logis, sont mortes dans ce pays en raison du froid. En Grèce, Turquie et Bulgarie, plusieurs milliers de villages étaient isolés à la suite d'importantes tempêtes de neige. Deux personnes ont été retrouvées mortes de froid samedi à Istanbul, ainsi que deux autres dans le sud-est de la Turquie. La Bulgarie et la Grèce ont déclaré l'état d'urgence dans certaines régions. Si certains vols ont pu atterrir hier à l'aéroport international d'Athènes, aucun décollage n'a été autorisé dans la matinée.

Tango prend son envol

(PC) — À compter d'aujourd'hui, les voyageurs d'Halifax auront accès à de nouveaux vols à bon marché en direction d'Ottawa, Montréal et Saint-Jean, à Terre-Neuve, assurés par le nouveau service d'Air Canada, Tango. Ces destinations s'ajoutent à celle de Toronto, qui leur était déjà proposée. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour la population des provinces de l'est du pays. Celle-ci était privée d'un transporteur aérien à peu de frais depuis que Canada 3000 a déclaré faillite, en novembre. Néanmoins, Air Canada, qui contrôle au moins 80 % du marché national, est surveillée de très près par le Bureau de la concurrence du gouvernement fédéral, soucieux de voir une concurrence aérienne dans les provinces de l'Atlantique. En novembre, le bureau a failli provoquer la fermeture de Tango.

Données attendues sur le chômage

Ottawa — Les données sur le chômage attendues cette semaine pourraient atténuer une partie de l'optimisme exprimé par plusieurs experts qui prévoient l'amélioration imminente de l'économie nord-américaine, qui subit actuellement de graves difficultés. Les derniers chiffres sur la situation du chômage devraient montrer que le taux de chômage au Canada a continué de progresser le mois dernier avec 11 000 nouvelles pertes d'emploi, prouvant la faiblesse latente de l'économie du pays. Le taux devrait s'établir à 7,6 % contre 7,5 % en novembre, ce qui reste un taux moyen mais supérieur d'un point au taux le plus bas enregistré pendant la période de croissance en juin 2000. Étant donné que ces chiffres-clés seront les derniers publiés avant la prochaine annonce de la Banque du Canada concernant les taux d'intérêt, beaucoup s'attendent à une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme. Un grand nombre d'experts ont commencé à revoir leur prévision sur la date de retour de la croissance.

Rapport de la Commission de coopération environnementale

Les pays de l'ALENA font face à une crise environnementale généralisée

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les habitants des trois pays de l'Amérique du Nord exercent une telle pression sur l'environnement qu'ils feraient face à une «crise généralisée» qui exige des changements rapides vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, soutient un récent rapport de la Commission de coopération environnementale (CCE).

«Tant à l'échelle nord-américaine qu'à l'échelle mondiale, l'activité économique du Canada et des États-Unis engendre des pressions environnementales disproportionnées», peut-on lire dans le rapport intitulé *La mosaïque nord-américaine*, la première étude à dresser un tableau environnemental englobant le Mexique, les États-Unis et le Canada.

«Notre recherche constante de solutions à nos besoins en matière de transports, de peuplement, d'énergie, ainsi qu'à nos autres besoins matériels a exercé d'énormes pressions sur le milieu naturel restant, que nous continuons encore aujourd'hui à fragmenter, à polluer ou à détériorer de diverses autres façons», poursuit le rapport de la CCE, un organisme indépendant mis sur pied à la suite de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et chargé de surveiller les pratiques et résultats des trois signataires au plan de l'environnement.

Le rapport représente la somme des études scientifiques récentes sur le sujet et vise à mieux évaluer les programmes et approches des pays, ainsi qu'à cerner les problèmes qui méritent d'être approfondis. «Il s'agit d'une vue panoramique de l'état de l'environnement [...] Un tel rapport nous sert de référence de façon à nous permettre de comparer les progrès réalisés», explique Janine Ferretti, la directrice de la CCE.

Du pain sur la planche

À la lumière de ce qu'on retrouve dans le document d'une centaine de pages, nul doute que ni le Canada, ni les États-Unis et ni le Mexique n'obtiennent la note de passage en matière de développement durable, et ce, malgré des efforts notables au cours des dernières décennies. «Il est clair qu'il faudra réaliser des progrès considérables afin de pouvoir mettre l'Amé-

rique du Nord sur la bonne voie, celle du développement durable», peut-on lire dans le rapport.

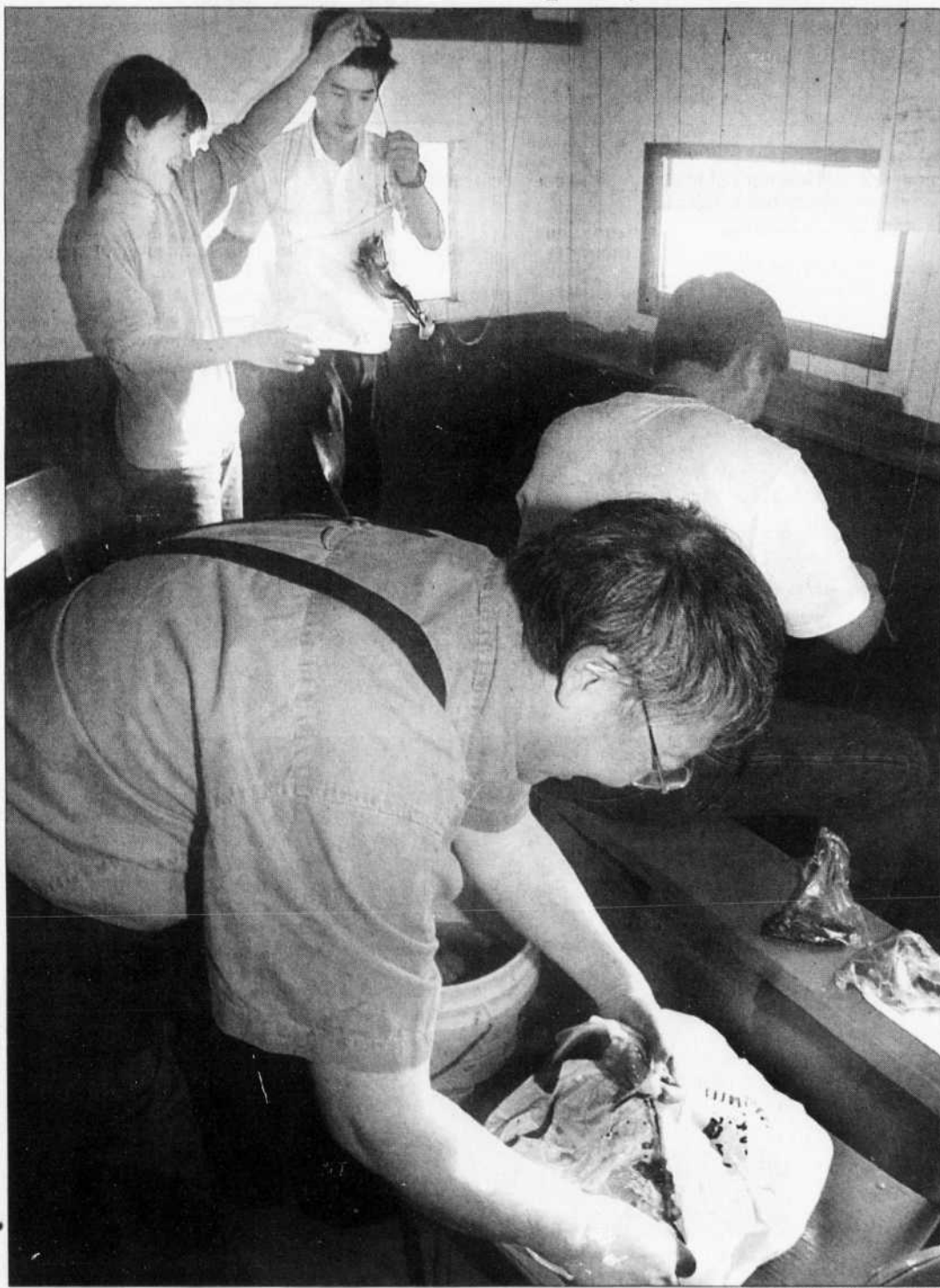
La directrice de la CCE fait observer que le document met en lumière l'importance des informations qui sont encore trop souvent absentes. Une meilleure connaissance des faits permet de mieux déceler et régler les problèmes environnementaux, estime l'organisme. Par conséquent, le groupe prône l'adoption d'indicateurs environnementaux communs aux trois pays, ce qui uniformiserait la lecture des résultats. Selon la CCE, les indicateurs de progrès, tel le produit intérieur brut, devraient aussi être revus afin de tenir compte des coûts reliés à la viabilité de l'environnement et faire contrepois aux indicateurs purement économiques.

L'information devient encore plus importante lorsque vient le temps de mieux cerner les nouveaux problèmes environnementaux. Mme Ferretti cite en exemple les nouvelles pratiques d'élevage intensif, ou encore l'impact de la propagation d'espèces non indigènes sur la diversité biologique, deux sujets qui nécessiteraient des études plus poussées. «Ce sont des problèmes auxquels il faudra s'attaquer rapidement», affirme-t-elle.

Par ailleurs, non seulement les efforts des pays de l'ALENA sont insuffisants pour préserver l'environnement, mais ils encouragent même parfois des comportements allant à l'encontre de la protection de l'environnement. «Les trois pays en cause versent des subventions pernicieuses à des activités qui nuisent à l'environnement et qui, en plus, n'ont aucune raison économique valable», commente Mme Ferretti.

Le rapport constate aussi que l'environnement donne plusieurs signes d'essoufflement. Parmi ceux-ci: ■ la diminution généralisée de la biodiversité, qui représente des pertes irréversibles; ■ les catastrophes naturelles sont plus fréquentes et plus coûteuses; ■ les stocks de poissons s'épuisent à cause de la surpêche des espèces; ■ le réchauffement de la planète qui cause l'augmentation du niveau de la mer menacerait la Floride, la Louisiane et la Caroline du Nord; ■ des eaux usées non traitées sont encore déversées dans des cours d'eau, au Canada.

Mieux vaut tard que jamais



LA PÊCHE aux petits poissons des chenaux a repris le 1^{er} janvier à Sainte-Anne-de-la-Pérade. La famille Lee a donc profité de la fin de semaine pour y faire un saut afin de taquiner le poisson. Pendant que les enfants pêchent, papa Lee apprête les prises sur place. Le temps doux pendant les Fêtes aura cependant retardé la saison de la pêche de quelques jours. L'ouverture se fait habituellement le 26 décembre, date à laquelle quelque 600 cabanes envahissent les glaces.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Afghanistan

Les soldats canadiens devraient assurer la sécurité des routes

C'est du moins ce que prévoit le major-général à la retraite Lewis MacKenzie

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les soldats canadiens qui seront déployés en Afghanistan auront pour mandat d'assurer la sécurité des routes et d'aider à la distribution de l'aide alimentaire dans les secteurs les plus éloignés du pays, tandis que les troupes américaines continueront de traquer les membres en fuite du réseau Al-Qaïda, prévoit un important spécialiste des questions militaires canadiennes.

Le major-général à la retraite Lewis MacKenzie, qui a lui-même pris part à neuf opérations internationales de maintien de la paix, s'est dit «ravi», samedi, du fait que les soldats canadiens n'auraient pas à évoluer dans les rues de Kaboul.

«Je ne veux pas que nous soyons pris à assurer le contrôle de la circulation dans le centre-ville de Kaboul. Je suis donc ravi que nous ayons tenu bon et n'ayons pas rejoint la force multinationale [sous contrôle britannique] à Kaboul et dans les environs, parce qu'il s'agit probablement de l'endroit le plus stable dans tout l'Afghanistan», a-t-il déclaré.

«Le problème existe dans les régions périphériques, [qui sont] de la taille du Texas, a ajouté M. MacKenzie. Plusieurs d'entre elles ne sont pas soumises aux bombardements, en ce moment, mais elles

sont aux prises avec des millions de personnes déplacées à la recherche de nourriture et d'un toit.

«J'aimerais beaucoup que nous puissions assurer la sécurité des organismes d'aide non gouvernementaux, afin qu'ils n'aient pas à payer pour entrer dans les villages, et à tout le moins atténuer certaines souffrances et distribuer la nourriture là-bas parce que, tout comme en Bosnie, le monde a consacré beaucoup d'énergie à la capitale alors que le reste du pays s'écroulait.»

Vendredi, les autorités fédérales ont fait savoir que 700 militaires canadiens devraient se joindre à la coalition internationale des troupes déployées en Afghanistan, dès le mois prochain. L'armée britannique est actuellement en train de mettre sur pied, à Kaboul, une force de maintien de la paix constituée de 4500 soldats en provenance de différents pays.

Quelque 40 militaires canadiens — membres de la très secrète Force opérationnelle interarmées 2 — se trouvent déjà en Afghanistan, prenant part aux opérations antiterrorisme. Le Canada compte également dans la région cinq navires de guerre, deux appareils de surveillance maritime de même qu'un Airbus de transport.

Course à la direction de l'Alliance canadienne

Stockwell Day cueille une poignée de jeunes conservateurs québécois déçus

L'ancien chef annonce sa candidature aujourd'hui à Montréal

BRUCE CHEADLE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Des conservateurs québécois déçus ont abandonné leur parti, hier, pour se joindre à Stockwell Day, qui tentera de se succéder à lui-même à la tête de l'Alliance canadienne.

M. Day doit annoncer aujourd'hui, à Montréal, qu'il dépose officiellement sa candidature dans la course à la direction du parti. Un scrutin postal se tiendra au mois de mars.

Sa candidature a reçu un petit coup de pouce, hier, alors que sept membres de l'exécutif des jeunes conservateurs du Québec — dont la présidente, Audrey Castonguay — ont quitté le Parti conservateur et annoncé leur intention d'aider Stockwell Day.

Dans leur lettre de démission, transmise hier au chef conservateur Joe Clark, les sept jeunes se plaignent de ce que le parti ne les a pas suffisamment écoutés et n'a pas assez respecté leurs idées.

M. Day comprend les aspirations des jeunes électeurs québécois sur les questions constitutionnelles, a déclaré la vice-présidente démissionnaire, Andrée-Anne Lambert. «Il a beaucoup de courage, beaucoup de volonté [...] et l'Alliance, avec Stockwell Day, est de plus en plus ouverte sur la question du Québec» et les questions des compétences provinciales, a-t-elle analysé.

D'autres membres des jeunes conservateurs du Québec pourraient aussi quitter le parti dans les prochains jours, a laissé entendre Mme Lambert.

Un autonomiste

Stockwell Day, un ancien ministre des Finances de l'Alberta, fera son annonce officielle de candidature à Montréal pour mettre en valeur son bilinguisme ainsi que

l'étendue du soutien populaire dont il dit bénéficier au-delà des bases électorales traditionnelles de l'Alliance, c'est à dire l'Alberta et la Colombie-Britannique.

«Sa position constitutionnelle a toujours été attrayante pour les Québécois, a déclaré Eric Duhaim, porte-parole de la campagne de M. Day au Québec. Il a toujours été un autonomiste, un ardent défenseur des droits des provinces.»

M. Day a été contraint de démissionner, le mois dernier, après une année de querelles internes qui l'ont forcé à quitter ses fonctions de chef de l'opposition.

Malgré la révolte ouverte contre lui d'une frange de son caucus et de hauts responsables de son parti, un support populaire en chute libre, un financement anémique et l'honneur douteux d'avoir été désigné Homme de l'année 2001 par la Presse canadienne — «pour toutes les mauvaises raisons», comme le résumait un des responsables médiatiques participant au sondage —, M. Day continue de croire qu'il peut reprendre la tête de l'Alliance.

«L'histoire est pleine d'exemples de victoires improbables et de surprises au fil d'arrivée», avançait M. Day, âgé de 51 ans, en décembre.

La course à la direction l'opposera à trois anciens collègues: les députés alliés Diane Ablonczy et Grant Hill, ainsi que l'ancien député réformiste Stephen Harper. Un travesti torontois, Enza (Supermodel) Anderson, a par ailleurs fait connaître son intention d'être de la course.

Quoi qu'il en soit, l'Alliance canadienne demeure un phénomène marginal au Québec. Sous la férule de M. Day, le parti n'a recueilli que 6,2 % du vote populaire aux élections fédérales de novembre 2000. Les conservateurs, eux, avaient obtenu 5,6 % des suffrages.

« DORMIEZ-VOUS ? »

Aux lendemains du 11 septembre, les questions fusent.

La CIA sous enquête
AUX GRANDS REPORTAGES
ce soir 20h

animation :
Michele Viruly

en direct sur la vie

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

La boule de cristal de 2002

En 2002, Jean Chrétien mettra-t-il fin au supplice de Paul Martin, ce dauphin éternel que l'attente est en voie de transformer en prince Charles de la politique canadienne? C'est franchement peu probable, tout au moins jusqu'à la toute fin de l'année. M. Chrétien a déjà manifesté publiquement sa ferme intention d'être encore sur son trône au moment du 40^e anniversaire de son arrivée en politique au printemps de 2003. Cela voudrait dire que M. Martin en a encore pour au moins une douzaine de mois à ronger son frein.

Idem pour ceux qui lorgnent le poste, moins convoité, de Joe Clark. Dans l'état actuel des choses, on voit mal pourquoi M. Clark choisirait de tirer sa révérence cette année et quel profit le Parti conservateur en tirerait. Quant à Alexa McDonough et à Gilles Duceppe, s'ils ont des décisions à prendre, ce sera plus vraisemblablement en 2003.

Ce qui fait qu'en 2002, le ou les départs le plus marquants pourraient être celui ou ceux de chefs qui siègent actuellement à l'Assemblée nationale.

Car, à cette date-ci l'an prochain, le Québec pourrait fort bien être allé aux urnes. Ni Bernard Landry ni Jean Charest ne survivraient bien longtemps à une défaite électorale. Et, à moins que l'Action démocratique ne réalise une improbable percée, Mario Dumont devra également songer à raccrocher ses patins.

Le gouvernement Landry pourrait toujours laisser passer le quatrième anniversaire des dernières élections l'automne prochain et poursuivre son mandat actuel en «temps supplémentaire». Ce serait cependant bien mauvais signe pour le Parti québécois qui donnerait l'impression de s'accrocher au pouvoir avec un premier ministre qui doit encore être validé par les électeurs. Au Canada, les gouvernements qui sont allés jusqu'à l'extrême limite de leur mandat ont systématiquement eu tendance à être bannis dans l'opposition par la suite.

Tout cela pour dire qu'en ce début d'année, la tenue possible d'élections au Québec arrive en tête de liste des événements déterminants de 2002 au Canada.

N'en déplaise à Stockwell Day qui annoncera officiellement ce soir à Montréal sa candidature à son ancien poste de leader de l'Alliance canadienne, sa victoire éventuelle a, par contre, peu de chances de faire partie des tournants décisifs de l'année qui commence.

Le fait est que M. Day a des chances de remporter son pari mais que, s'il y parvenait, sa victoire ne ferait que confirmer le statut de coquille vide de l'Alliance. S'il remportait le leadership, l'exode que sa démission avait réussi à endiguer l'été dernier reprendrait vraisemblablement de plus belle.

Puisque l'heure est aux prédictions, du point de vue d'un militant de l'Alliance, la candidature de Stephen Harper, ancien député fédéral

et président sortant du National Citizen's Coalition, semble plus séduisante que celle d'un Stockwell Day discrédité ou des très peu charismatiques Diane Ablonczy ou Grant Hill. Ces derniers sont dans la course strictement pour porter l'étendard d'un rapprochement avec les conservateurs.

Mais M. Harper est également le candidat le plus rigide idéologiquement. S'il est élu chef, conservateurs et alliés boucleront l'année plus fondamentalement séparés que jamais et l'Alliance elle-même plus loin de s'imposer comme solution de rechange aux libéraux.

Car, en 2002, l'avenir de la droite canadienne se jouera bien davantage en Ontario lorsque les conservateurs de cette province choisiront le successeur de Mike Harris.

S'ils optent pour un modéré comme le favori actuel, l'ancien trésorier Ernie Eves, ils tourneront par le fait même le dos au virage à droite dont les gouvernements successifs de M. Harris avaient fait leur marque de commerce.

Une telle lecture de l'humeur de l'électorat ontarien favoriserait nettement les troupes de Joe Clark au détriment des purs et durs de la droite puisqu'il s'agirait d'encore un autre signal que, pour conquérir l'Ontario, il faudra mettre beaucoup d'eau conservatrice dans le vin allianciste.

En attendant, dès la fin du mois et un an après Lucien Bouchard, c'est Preston Manning qui tirera sa révérence à la politique. Comme le fondateur du Bloc québécois, l'homme qui a conçu le Reform Party quitte la scène sur un échec, sans être parvenu à réaliser l'essentiel de son projet.

Son départ ouvre la voie à ce qui s'annonce comme l'élection complémentaire la plus suivie de l'année puisqu'elle opposera les alliés, probablement avec un nouveau chef, aux conservateurs et aux libéraux sur le terrain de Calgary. (Signe des temps, la victoire allianciste n'est pas acquise puisqu'aux dernières nouvelles le parti avait glissé en troisième place en Alberta.)

Pour finir, quelques prédictions en vrac sur la course qui n'aura pas lieu mais qui fera néanmoins couler autant d'encre que les autres cette année. En 2002, Brian Tobin ne réussira toujours pas à participer à une discussion en bonne et due forme en français. Ni Sheila Copps, ni John Manley ne réussiront à s'imposer dans le peloton de tête des aspirants au leadership; la première parce qu'elle est trop colorée et le second pas assez. Et leur collègue Allan Rock continuera à ne pas avoir grand-chose à dire dans l'une ou l'autre langue. Surtout que c'est l'ancien premier ministre saskatchewanais Roy Romanow qui parlera de l'avenir de l'assurance-santé à sa place.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

EN BREF

Un peu de pluie en Australie

(Reuters) — De nouvelles pluies ont permis hier aux pompiers australiens de lutter plus efficacement contre les incendies de forêt, souvent d'origine criminelle, qui ravagent la Nouvelle-Galles du Sud. «La

plupart de ces régions ont connu un niveau de pluie significatif, mais nous devons rester prudents», a déclaré le responsable local des pompiers. Quelque 10 000 soldats du feu, volontaires pour la plupart, tentent de venir à bout d'une centaine d'incendies sur un front long d'environ 2000 kilomètres le long de la côte est.

Un premier test pour le maire de Montréal

Tremblay promet de trouver un toit aux sans-abri pour l'hiver

Quelques sans-abri ont été expulsés par la Ville, vendredi, de leur habitation de fortune sous le viaduc Notre-Dame

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Foi de maire, Gérald Tremblay a promis de trouver dès cette semaine une solution temporaire pour aider les sans-abri montréalais à trouver un logis pour l'hiver. Premier test pour le nouveau maître de la Ville.

Le maire a fait cette annonce hier à l'occasion d'un dîner à l'Accueil Bonneau, dans le Vieux-Montréal. Il a servi le repas et lavé la vaisselle en compagnie de démunis et du cardinal Jean-Claude Turcotte. Lors de son entrée dans l'édifice de l'organisme, M. Tremblay a été interpellé par un petit groupe de sans-abri. Certains d'entre eux voulaient s'adresser au maire à la suite de leur expulsion, vendredi soir, de leur habitation de fortune sous le viaduc Notre-Dame. Six sans-abri y vivaient dans des cabanes en carton. Ils s'éclairaient et se chauffaient à la chandelle.

Alerté par les médias, le Service de prévention des incendies a inspecté les lieux et recommandé l'expulsion des sans-abri. Des cols bleus de la ville de Montréal ont eu la tâche de détruire les cabanes de carton. Impuissants, les «locataires» ont été chassés et ils ont dû se rabattre sur les refuges de sans-abri (déjà pleins à craquer) pour trouver un gîte.

M. Tremblay a affirmé qu'il n'était pas au courant de la décision de ses fonctionnaires de déloger les sans-abri. «On n'a pas été informé de ce qui s'est passé», a-t-il avoué. Le maire a d'autre part rejeté le blâme sur l'administration précédente, qui a toléré la situation depuis sept mois.

Blanc bonnet, bonnet blanc

Blanc bonnet, bonnet blanc à la mairie de Montréal, selon le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM) de la CSN. «Comme Bourque avant lui, le maire Tremblay semble préférer la manière forte et balayer les problèmes sociaux sous le tapis plutôt que de trouver à les régler», souligne le regroupement syndical.

Gérald Tremblay a cependant annoncé qu'il tiendrait aujourd'hui



Le nouveau maire de Montréal, Gérald Tremblay, a servi le repas et lavé la vaisselle, hier, à l'Accueil Bonneau.

une réunion d'urgence des membres de son comité exécutif chargés de la sécurité, de l'habitation et du développement communautaire. Le directeur général de la Ville, Guy Coulombe, et des fonctionnaires assisteront également à la rencontre.

«Nous ne pouvons pas laisser des gens vivre dans des conditions inacceptables», a souligné le maire. [...] Nous voulons trouver des solutions rapides à court terme pour ne plus que de telles situations se reproduisent. Mais nous devons aussi trouver des solutions à moyen et à long

terme. Il a rappelé que les gouvernements fédéral et provincial avaient eux aussi une lourde responsabilité dans le dossier, notamment dans la construction de logements pour les personnes à revenu modique. «La question est: qui va payer?», a admis M. Tremblay. Est-ce la responsabilité d'une ville — qui tire ses revenus des taxes foncières — de régler tous les problèmes sociaux? Il faut que tout le monde mette la main à la pâte.

Selon le CCMM, le sous-financement des programmes consacrés au logement social et le manque de

ressources financières devraient forcer la main du maire. «Plusieurs [solutions] sont à sa portée. Il pourrait, par exemple, mettre à la disposition de la communauté les 132 édifices vacants qui appartiennent à l'ancienne Ville de Montréal.»

«Le nouveau maire a l'air plus attentif à nos problèmes que M. Bourque, mais on va voir dans les prochains jours s'il dit vrai», a commenté sur les ondes de Radio-Canada Serge, un sans-abri qui vivait dans une cabane en carton à l'angle des rues Amherst et Notre-Dame, près du Vieux-Port. L'avenir le dira.

L'Ontario veut suivre la trace des délinquants sexuels... par GPS

ROSS MAROWITS
PRESSE CANADIENNE

Toronto — La même technologie permettant de guider les missiles américains vers leurs cibles en Afghanistan pourrait bientôt être utilisée afin de suivre la trace des délinquants sexuels canadiens qui jouissent d'une libération conditionnelle.

Plusieurs provinces canadiennes envisagent de recourir aux systèmes de poursuite par satellite afin de surveiller les déplacements de criminels violents profitant d'une liberté surveillée ou conditionnelle.

Selon toute vraisemblance, le gouvernement de l'Ontario sera le premier à passer à l'action. Celui de l'Alberta s'est également montré intéressé par cette solution.

Le ministre des Services correctionnels de l'Ontario, Rob Sampson, a confirmé qu'il ferait appel aux entreprises du secteur privé, ce mois-ci, afin qu'elles lui proposent un système mondial de localisation, ou GPS (Global positioning system).

Il s'agit-là de l'une des mesures envisagées dans l'espoir de contrôler le va-et-vient de certaines des

60 000 personnes sous surveillance communautaire.

«Nous aimerions suivre la trace d'autant [de détenus] que possible, mais cela va dépendre du prix que nous aurons à payer», a déclaré M. Sampson, ajoutant souhaiter qu'un GPS soit mis en place au cours de l'année.

Dans son budget de l'an dernier, l'Ontario a mis de côté deux millions afin d'assurer le développement de son programme de surveillance électronique. Le ministre Sampson n'a pas voulu donner d'indication quant aux éventuels coûts de ce programme, mais il a indiqué que les criminels seraient tenus d'en assumer une partie.

Le gouvernement ontarien songe à adopter un GPS depuis quelque temps. La non-disponibilité d'un tel système au Canada a été mise en lumière, récemment, lorsqu'un juge de la province a refusé de contraindre Peter Whitmore, reconnu coupable de pédophilie, de porter un bracelet bipeur du type de ceux habituellement utilisés par la justice. Les bracelets de ce genre ne se font entendre que lorsque les personnes les portant quittent leur domicile.

loto-québec

loto 649

Tirage du 2002-01-05

04 19 20 35 41 46

Numéro complémentaire: 27

résultats

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 5 000 000,00 \$
5/6+	6 120 624,40 \$
5/6	239 2 422,60 \$
4/6	13 667 81,20 \$
3/6	258 733 10,00 \$

Ventes totales: 16 471 795 \$

Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$

Quebec 4/9

Tirage du 2002-01-05

17 18 22 34 40 48

Numéro complémentaire: 14

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	1 50 000,00 \$
5/6	15 500,00 \$
4/6	874 50,00 \$
3/6	17 437 5,00 \$

Ventes totales: 612 037,50 \$

Extra

Tirage du 2002-01-05

NUMÉROS 860789 60789 0789 789 89 9

LOTS 100 000 \$ 1 000 \$ 250 \$ 50 \$ 10 \$ 2 \$

SUPER 7

Tirage du 2002-01-04

25 26 30 34 37 40 47

Numéro complémentaire: 04

GAGNANTS	LOTS
7/7	1 2 500 000,00 \$
6/7+	3 63 826,90 \$
6/7	62 2 702,30 \$
5/7	3 849 155,40 \$
4/7	80 370 10,00 \$
3/7+	76 482 10,00 \$
3/7	679 022 partic. gratuite

Ventes totales: 10 162 554 \$

Prochain gros lot: 2 500 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants passeront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a primé.

Le jeu doit rester un jeu

T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

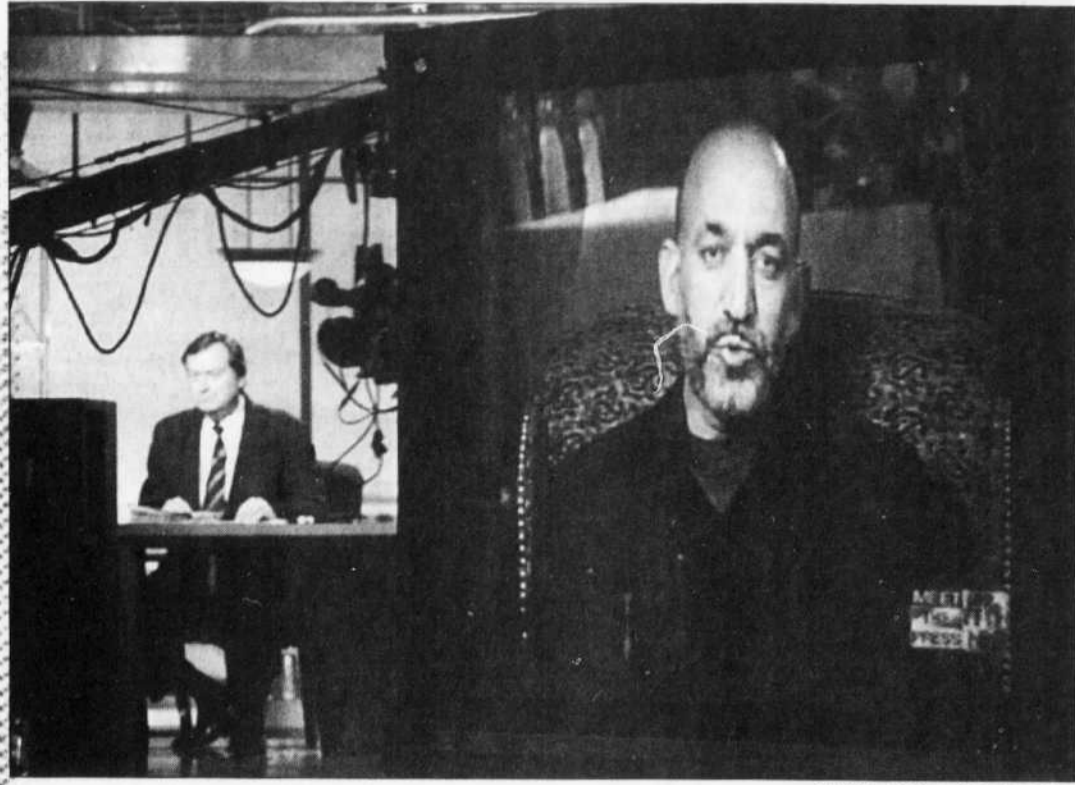
C a h i e r s p é c i a l

Rentrée littéraire

samedi
Publié le 26 janvier
Tombée publicitaire le 18 janvier 2002

LE DEVOIR

LE MONDE



REUTERS MEET THE PRESS/NBC
Le président afghan par intérim Hamid Karzai, interviewé hier à l'émission *Meet the Press* de NBC s'est montré déterminé à poursuivre la traque du mollah Omar, le leader spirituel des talibans.

Sa capture «mort ou vif» serait une question de temps

Le mollah Omar en cavale

Les bombardements américains se poursuivent

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kaboul — Le mollah Mohammad Omar, chef suprême des talibans, est de nouveau en cavale, après avoir échappé de justesse à ses poursuivants afghans et américains dans le sud de l'Afghanistan, mais les autorités de Kaboul affirment que sa capture «mort ou vif» est inéluctable.

Dans l'est du pays, l'aviation américaine a bombardé dans la nuit de samedi à dimanche des collines proches de la ville de Jalalabad, où se cachaient encore des combattants de l'organisation islamiste Al-Qaïda d'Oussama ben Laden, selon l'agence Afghan Islamic Press (AIP), basée à Islamabad.

Mais trois mois après le début des opérations militaires en Afghanistan, en dépit de la chute du régime taliban et la débandade des combattants d'Al-Qaïda chassés de leur dernier repaire de Tora Bora (est), les États-Unis semblent avoir perdu la trace de ben Laden et ignorent même s'il est toujours en vie. Un sénateur américain se basant sur des informations du renseignement militaire de l'Ouzbékistan a toutefois affirmé hier qu'Oussama ben Laden se trouvait au Pakistan.

«Nous nous sommes entretenus aujourd'hui avec des membres du renseignement militaire de l'Ouzbékistan. Ils pensent qu'il (ben Laden) se trouve maintenant au Pakistan», a déclaré le sénateur John Edwards

sur la chaîne de télévision Fox. Les forces spéciales américaines continuent néanmoins à fouiller méticuleusement les grottes autour de Tora Bora, où il avait été localisé pour la dernière fois.

Washington a offert une récompense de 25 millions de dollars pour la capture «mort ou vif» du riche homme d'affaires d'origine saoudienne, commanditaire selon les États-Unis des attentats du 11 septembre.

Quant à l'allié et protecteur de ben Laden, le mollah Omar, qu'on disait encerclé dans un village de montagne de la province d'Helmand (sud), il a échappé à ses poursuivants dans des conditions rocambolesques, en moto, alors que des tractations étaient en cours pour obtenir sa reddition pacifique.

Le président du gouvernement provisoire afghan, Hamid Karzai, a promis hier de livrer les leaders des talibans et du réseau Al-Qaïda s'ils étaient capturés dans son pays.

«Si nous les trouvons [le mollah Omar], nous l'arrêterons, aujourd'hui, demain, n'importe quand», a déclaré le leader afghan sur la chaîne américaine NBC, ajoutant qu'il tiendrait sa promesse de le livrer aux États-Unis. «Je m'y suis engagé. C'est un criminel et je le ferai», a-t-il dit. Les premiers renforts militaires qui auront la charge de préparer la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba, pour accueillir jusqu'à 2000 prisonniers talibans ou membres du réseau Al-Qaïda de-

vaient quitter hier les États-Unis, a-t-on appris auprès du Pentagone.

«Environ un millier de soldats venant de différentes installations militaires [aux États-Unis] vont commencer à être déployés aujourd'hui», a indiqué un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Dan Stoenking. L'aviation américaine bombarde de son côté des camps présumés d'Al-Qaïda dans l'est du pays, où pourraient se cacher des militants islamistes en cavale.

Dans la nuit de samedi à dimanche, six vagues de bombardiers américains ont pilonné la région des Montagnes blanches, à 45 km au sud de Jalalabad (est), a rapporté l'agence Afghan Islamic Press. Mais les frappes américaines, si elles ont prouvé leur efficacité dans la chute du régime taliban et la bataille de Tora Bora, ont aussi fait des victimes parmi la population civile, suscitant l'inquiétude des Nations unies.

Selon l'ONU citant des témoins, 52 civils ont été tués le 29 décembre, au cours de raids sur le village de Niaz Qala, dans la province de Paktia (est).

Un groupe de chefs de tribus de cette province a eu un entretien hier soir à Kaboul avec Hamid Karzai pour demander la fin des bombardements américains.

Les chefs des tribus qui vivent autour de la ville de Khost (est), près de la frontière, ont également l'intention de demander la reconstruction de leur province.

Premier couac de l'euro

Les eurosceptiques italiens sortent vainqueurs avec la démission du ministre des Affaires étrangères Renato Ruggiero

Au lendemain de la démission de son ministre des Affaires étrangères, Renato Ruggiero, Silvio Berlusconi a décidé hier de prendre lui-même la tête de la diplomatie italienne et son entourage estime que le président du Conseil pourrait assumer l'intérim «un certain temps».

ERIC JOZSEF
LIBÉRATION

Rome — Les eurosceptiques du gouvernement Berlusconi l'ont emporté. Samedi soir, le ministre des Affaires étrangères Renato Ruggiero, qui avait critiqué le manque d'enthousiasme de plusieurs de ses collègues à l'occasion du passage à la monnaie unique, a remis sa démission. Sans attendre l'entretien en tête-à-tête, prévu pour demain entre le chef du gouvernement et son ministre, le divorce a été annoncé dans un communiqué indiquant: «D'un commun accord et dans l'intérêt du pays, le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères sont convenus qu'il était opportun d'interrompre la collaboration gouvernementale que les deux parties ont jugée importante, profitable et jusqu'à présent positive.»

Avec le départ de Renato Ruggiero, Silvio Berlusconi perd l'homme qui était considéré comme le garant de la continuité de la politique étrangère de l'Italie et notamment de l'ancrage européen du nouveau pouvoir. Diplomate de carrière, ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce, Renato Ruggiero rassurait à la fois les chancelleries et le monde des affaires.

Nommé ministre avec le soutien appuyé de Gianni Agnelli, le président d'honneur de Fiat, et le parrainage d'Henry Kissinger, l'habile négociateur napolitain avait à plusieurs reprises désamorcé les tensions internationales depuis l'arrivée de la droite aux affaires le 13 mai dernier. Que ce soit auprès des pays arabes à la suite des commentaires de Silvio Berlusconi après le 11 septembre sur «la supériorité de la civilisation occidentale» ou auprès des partenaires européens sur une succession de dossiers parmi lesquels le mandat d'arrêt européen, l'avion militaire Airbus etc.

Mais au fil des mois, la cohabitation gouvernementale avec les eurosceptes de la Ligue du Nord et les eurosceptiques tels le ministre de la Défense Antonio Martino et de l'Économie Giulio Tremonti est devenue insoutenable. D'autant que, dès le départ, Silvio Berlusconi a voulu donner lui-même le pouls de la politique étrangère du pays, prenant ombra-

ge de l'autonomie et de l'activité de son ministre. Les passes d'armes verbales autour du lancement de l'euro ont fini de mettre le feu aux poudres. Mardi, le ministre des Réformes et numéro trois du gouvernement, Umberto Bossi, avait publiquement déclaré «se foutre» de l'euro tandis que le ministre de la Défense évoquait «l'échec» possible de la monnaie unique.

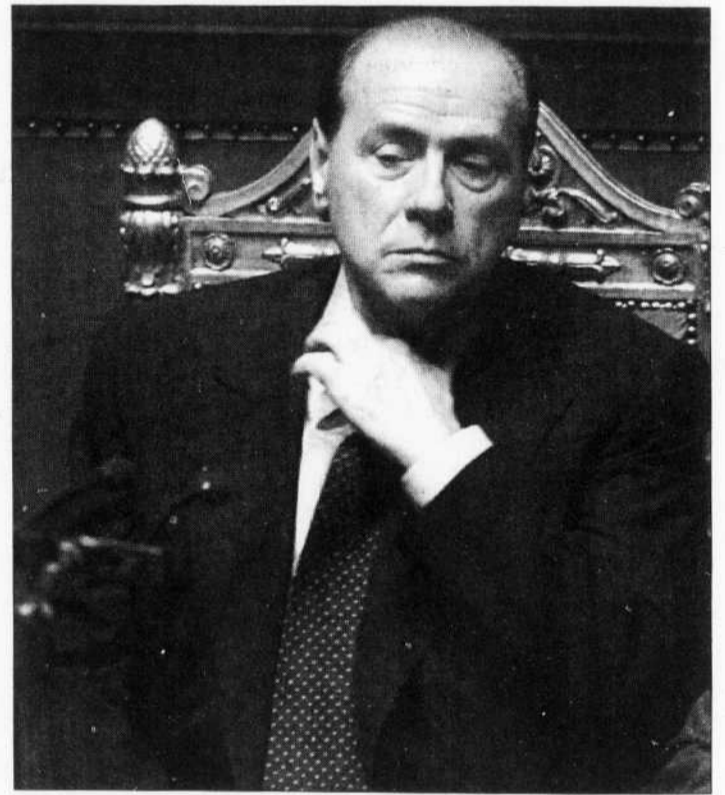
Un «ministre technique»

Le lendemain, Silvio Berlusconi intervenait pour garantir que «l'inspiration pro-européenne du gouvernement ne pouvait être mise en doute», mais aussi pour souligner: «Ruggiero est un ministre technique. C'est à ce titre que je l'ai appelé au gouvernement: il n'y a pas de raisons que ce qu'il dit ait des conséquences politiques.» Parallèlement Umberto Bossi contre-attaquait contre le «bureaucrate» Ruggiero accusé de défendre une «Europe despotique et tyrannique, concentrée dans les mains de quelques non élus. Un monde au service de la grande finance.» «Il était inutile de faire durer une

chose déjà morte», a finalement expliqué samedi Renato Ruggiero après son départ du gouvernement tandis que ses adversaires criaient victoire. «C'est une belle journée, s'est félicité Umberto Bossi, Berlusconi a montré qu'il avait des couilles.»

À l'inverse, la gauche dénonce «un gouvernement qui éloigne l'Italie de l'Europe au moment où, à travers l'euro, l'Europe entre dans la vie quotidienne des gens». En pleine confusion depuis sa débâcle électorale du printemps dernier, l'opposition a décidé de monter au créneau sur ce dossier alors que les citoyens italiens ont toujours figuré parmi les plus europhiles et que Ruggiero était jusqu'à la semaine dernière le ministre le plus populaire du gouvernement. Hier Gianni Agnelli qui avait soutenu la naissance du cabinet Berlusconi est lui aussi intervenu pour déplorer le départ du ministre: «C'est un grand dommage pour l'Italie et une lourde perte pour le gouvernement. Je crois qu'ils ne s'en rendent pas encore compte.»

Hier soir, Silvio Berlusconi s'est rendu au palais présidentiel pour rencontrer le chef de l'État Carlo Ciampi et assurer l'intérim aux Affaires étrangères. Dans l'entourage du «Cavaliere», on indiquait que cet intérim «pourrait durer quelques semaines voire plusieurs mois».



ARCHIVES LE DEVOIR
Silvio Berlusconi ... ministre des Affaires étrangères.

Débat sur la relance de l'économie américaine

Républicains et démocrates croisent à nouveau le fer

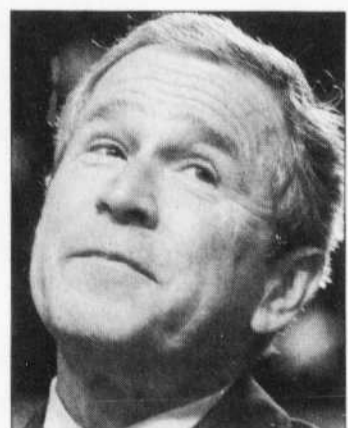
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le débat sur la relance de l'économie des États-Unis a pris un tournant de plus en plus acerbé hier, alors que le président George W. Bush a juré de s'opposer à toute augmentation des impôts pour assainir les finances publiques et que les démocrates l'ont accusé d'avoir aggravé la récession.

S'il existait un doute sur le ton du débat qui va dominer la nouvelle année électorale, le président Bush, un républicain, et ses adversaires démocrates l'ont très vite dissipé en profitant de la rentrée politique pour s'accuser mutuellement de la responsabilité de la dégradation de l'économie.

M. Bush est allé jusqu'à mettre l'opposition démocrate au défi de tenter d'augmenter les impôts comme moyen d'éviter un retour aux déficits, en déclarant, lors d'un déplacement samedi à Ontario, en Californie, qu'elle devra «lui passer sur le corps» avant qu'il n'accepte une telle solution.

Prenant d'assaut les émissions politiques du dimanche, les principaux responsables économiques de l'administration Bush, dont le secrétaire au Trésor Paul O'Neill, se sont pour leur part empressés de défendre les propositions du président pour redresser l'économie. M. O'Neill a en outre écarté toute idée de retarder la mise en œuvre des réductions massives



LARRY DOWNING REUTERS
George W. Bush

des impôts (1350 milliards de dollars sur onze ans), votés au printemps par le Congrès, incitant les démocrates à revoir leurs manuels d'économie.

«Entretenir la notion que nous pouvons aider l'économie en augmentant les impôts, cela n'a pas de sens», a-t-il déclaré sur la chaîne NBC. «C'est une conception étrange de l'économie», a-t-il ajouté en estimant que la récession aurait été plus grave sans la baisse des impôts décidée en mai.

Les démocrates n'ont pas en tant que tel prôné l'augmentation de la pression fiscale.

Mais le conseiller économique du président, Lawrence Lindsey, qui s'exprimait sur CBS hier, a indiqué qu'en proposant d'augmenter

les dépenses publiques pour relancer l'économie, cela revient à prôner «d'augmenter les impôts. C'est aussi simple que cela».

L'œil rivé sur les élections législatives de novembre, où se jouera le contrôle du Congrès, M. Bush et les démocrates veulent chacun de leur côté convaincre les Américains inquiets devant la montée du chômage, qu'ils détiennent la meilleure recette pour redresser l'économie, également affaiblie par les attentats du 11 septembre.

Le leader démocrate du Sénat, Thomas Daschle, avait ouvert vendredi les hostilités, en accusant M. Bush d'avoir dilapidé les excédents budgétaires du pays et d'avoir «probablement aggravé la récession» avec sa politique fiscale. «Ils affirment que les réductions d'impôts ont causé la récession. Je me demande quel manuel d'économie ils lisent», a répliqué M. Bush samedi.

Hier, le sénateur démocrate Joseph Lieberman, qui s'exprimait sur NBC, a cependant pris à parti M. Bush en estimant «erroné pour quiconque, président ou pas, d'écartier quoi que ce soit alors que nous essayons de redresser notre économie. Ce n'est vraiment pas intelligent», a-t-il affirmé. Après deux semaines de repos dans son ranch de Crawford au Texas, le président américain rentre aujourd'hui à la Maison-Blanche, où il a convoqué ses conseillers économiques pour souligner l'importance qu'il accorde à la relance de la croissance.

Si à la loi sur le peso

La monnaie argentine pourra être dévaluée

REUTERS

Buenos Aires — Après l'Assemblée, le sénat argentin a donné hier son accord de principe à une loi qui donnera au nouveau président Eduardo Duhalde de vastes pouvoirs lui permettant notamment de dévaluer le peso.

Le Sénat, dominé par le parti péroniste du président Duhalde, doit encore étudier le texte point par point avant de donner son feu vert définitif.

Auparavant, les députés avaient adopté au terme d'un long débat — l'examen de la loi avait commencé samedi après-midi — ce texte censé permettre à Duhalde de prendre les mesures nécessaires à l'assainissement économique de l'Argentine.

Le projet de loi accorde à l'exécutif le pouvoir de réformer le système des changes et le système bancaire, de contrôler les prix des biens et des services, de sauvegarder la valeur des dépôts bancaires des épargnants et d'éviter la faillite aux débiteurs.

Le texte devrait permettre à Duhalde, cinquième dirigeant que connaît l'Argentine depuis le mois de décembre, les précédents n'ayant fait qu'assurer l'intérim quand ils n'ont pas été emportés par la colère de la rue, de mettre un terme à la parité peso-dollar en vigueur depuis 1991.

Bien que coûteuse en termes sociaux — elle risque de provoquer la faillite de plusieurs milliers de particuliers —, cette mesure est considérée comme l'une des seules permettant de relancer une économie qui connaît actuellement sa quatrième année consécutive de récession.

Le temps presse. Les médicaments, dont l'insuline, commencent à manquer et les prix des produits de base comme le pain ne cessent d'augmenter. Les retraits d'argent restent limités à 1000 dollars par mois, réduisant d'autant le pouvoir d'achat des ménages, au grand dam de la classe moyenne argentine.

«Ils ont drogué les Argentins avec leur convertibilité [peso-dollar]», a déclaré le député d'opposition Gustavo Gutierrez. «Ce programme revient à se jeter du haut d'une falaise.»

La dévaluation de 30 % envisagée par le gouvernement va bouleverser l'économie, qui avait tout même à dix ans sur la parité peso-dollar. Or, si 80 % des prêts

ont été effectués en dollars, les salaires sont versés en pesos. Le nouveau président a toutefois promis de permettre aux Argentins de payer avec des pesos leur dette contractée en dollars.

Selon un sondage réalisé par l'institut Aresco, 52 % des Argentins se disent très favorables au programme économique de Duhalde, et 34 % assez favorables. Pour tenter de contenir les effets défavorables de la dévaluation, Duhalde propose également d'adopter une série de mesures destinées à endiguer la révolte sociale, à empêcher l'effondrement des banques et à contenir l'inflation.

La parité peso-dollar, décidée sous le président péroniste Carlos Menem, a permis d'en finir avec une inflation à 5000 %, tout en faisant de l'Argentine l'un des pays les plus onéreux en terme d'investissement. Beaucoup d'entreprises ont fait faillite, le chômage n'a cessé de grimper jusqu'à atteindre près de 20 % de la population active, jetant au-dessous du seuil de pauvreté une partie de la classe moyenne.

Le marasme actuel a jeté un voile sombre sur les festivités d'hier, jour de l'Épiphanie qui voit généralement les Argentins mettre des cadeaux dans les souliers de leurs enfants.

«J'ai acheté des livres et des CD pour mes deux enfants, beaucoup moins que ce que j'aurais voulu», a déclaré Monica Calvo, 40 ans. «C'est un tel désordre.»

Duhalde le populiste a clairement fait savoir que les intérêts des Argentins de la rue passeraient avant ceux des banques et des investisseurs étrangers.

Les économistes craignent que ses mesures, et particulièrement l'autorisation de convertir en pesos la dette en dollars, n'affaiblissent le système bancaire déjà affecté par la chute des dépôts cette année, nombre d'Argentins ayant préféré mettre leurs économies dans des coffres plutôt qu'à la banque.

Les banques et les services, deux secteurs où les investissements étrangers ont été particulièrement importants, comptent faire pression sur le Congrès ce week-end afin d'obtenir un assouplissement des mesures les concernant.

Le gouvernement a par ailleurs déjà annoncé un moratoire sur le remboursement d'une partie de la dette publique sous laquelle croule l'Argentine, et qui s'élève à 141 milliards de dollars.

LE MONDE

EN BREF

Pillages à Mogadiscio

Mogadiscio (AFP) — «Plus de trois mille miliciens» ont déserté les camps d'entraînement du Gouvernement somalien de transition (GNT) pour se livrer à des actes de pillage à Mogadiscio, ont affirmé hier des organisations non gouvernementales locales. Le gouvernement de transition a recruté 5000 miliciens, qu'il entraîne pour former la future police somalienne, mais plus de 3000 ont quitté leurs camps ces derniers quinze jours faute d'avoir touché leur solde, a déclaré à l'AFP Habiba Haji Jumale, présidente du Réseau somalien des droits de l'Homme et de la paix (SHRPN). Quelque 19 morts violentes, certaines accompagnées de viols, ont été enregistrées ces deux dernières semaines dans la capitale somalienne, selon des sources locales. «Mogadiscio est devenue l'endroit le plus dangereux du monde depuis que des milliers de miliciens ont dressé des barrages dans les rues et se sont lancés dans le pillage», ont déclaré des habitants de Bakara, un quartier sud de la capitale. La Somalie n'a plus de gouvernement stable depuis le renversement de Mohammed Siad Barre en 1991. L'autorité de l'actuel gouvernement de transition se limite à quelques quartiers de la capitale.

Sept morts à Alger

Alger (AFP) — Sept personnes, dont cinq civils, ont été tuées samedi soir lors d'une fusillade entre un groupe armé et les forces de sécurité à Médéa (80 km au sud d'Alger), a-t-on annoncé hier de source officielle. Un groupe de six islamistes armés a attaqué un barrage de police à la sortie de cette ville tuant un policier, a-t-on précisé de même source. Devant la riposte des forces de sécurité, qui ont abattu un membre du groupe, celui-ci s'est alors enfui. En battant retraite, le commando a assassiné successivement un garçon de 17 ans, une mère de famille et sa fille ainsi que deux hommes qui se trouvaient sur son passage, a-t-on précisé. Une opération de ratissage a aussitôt été entreprise pour tenter de retrouver le groupe, a-t-on encore indiqué.

Guigou se méfie de Chirac

Paris (Reuters) — Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, a déclaré hier que la France devait se garder pour le prochain quinquennat d'un «président bateleur», critiquant implicitement Jacques Chirac. «Je ne pense pas que nous ayons besoin d'un président bateleur qui change d'avis au gré de ses interlocuteurs», a-t-elle dit au Grand Jury RTL-Le Monde-LCL. «Quel président voulons-nous pour les cinq ans qui viennent? Moi, je crois qu'il faut que ce soit un président qui soit acteur, qui agisse, un président qui tienne le cap [...], un président qui tienne ses convictions», a-t-elle souligné.

Jugement à Téhéran

Téhéran (AFP) — Ezzatollah Sahabi, une des figures importantes du courant réformateur en Iran, doit comparaître demain devant un tribunal révolutionnaire pour ses activités au sein d'un mouvement libéral «proscrit», a indiqué son avocat hier. «Il sera jugé, lors du procès mardi [demain], pour ses activités en tant qu'opposant libéral», considérées «proscrites» par les tribunaux révolutionnaires, a précisé l'avocat Gholam-Ali Riyahi à l'AFP. Le tribunal révolutionnaire est une juridiction créée au lendemain de la Révolution islamique de 1979 pour juger des responsables de l'ancien régime et des «contre-révolutionnaires». En décembre, M. Sahabi, 75 ans, une des figures historiques du pays, a vu réduire de quatre ans et demi à six mois sa peine de prison infligée pour son rôle dans la conférence de Berlin en avril 2000, au cours de laquelle des opposants avaient pris la parole. De nombreux partisans du mouvement réformateur du président iranien Mohammad Khatami avaient participé à cette conférence jugée anti-islamique par les conservateurs. M. Sahabi, directeur du magazine *Iran-e-Farda*, est membre du Mouvement de libération d'Iran (MLI, opposition nationaliste). Il est aussi accusé d'avoir contesté «la prééminence du Guide suprême de la Révolution et insulté les valeurs islamiques».

Garde à vue à Dublin

Dublin (AFP) — Sept hommes soupçonnés d'appartenir à un groupe armé catholique républicain opposé au processus de paix en Irlande du Nord, étaient interrogés par la police irlandaise hier, a-t-on appris de source policière. Les suspects, âgés de 20 à 50 ans, ont été arrêtés samedi soir après la découverte d'armes à feu dans une maison de Dundalk dans le comté de Louth (nord-est), frontalier avec l'Irlande du Nord. Ils ont été arrêtés dans le cadre de la loi antiterroriste, qui permet aux enquêteurs de les maintenir en détention pendant 72 heures. La police n'a pas précisé de quel groupe dissident les suspects seraient membres. L'IRA-vérifiable, qui a fait sécession de l'Armée républicaine irlandaise en 1997, a revendiqué la pire acte de barbarie jamais commis en 30 années de violences en Irlande du Nord: l'attentat à la voiture piégée d'Omagh, qui avait fait 29 morts le 15 août 1998. Un autre groupe, l'IRA de la Continuité, a perpétré plusieurs attentats à partir de 1994 et a été le seul groupe à ne pas appeler à un cessez-le-feu après le massacre d'Omagh. Les deux groupes dissidents sont opposés aux accords de paix conclus le 10 avril 1998, qui prévoient notamment le partage du pouvoir entre catholiques et protestants au sein d'institutions semi-autonomes.

Sharon hausse le ton contre Arafat

Le médiateur américain Anthony Zinni tente de calmer le jeu

AGENCE FRANCE-PRESSE

Eilat (Israël) — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a haussé le ton hier contre le président Yasser Arafat après l'arraisonnement d'un bateau chargé d'armes, destiné selon lui à l'Autorité palestinienne, tandis que le médiateur américain Anthony Zinni tentait de calmer le jeu.

«L'Autorité palestinienne assume un rôle majeur dans les réseaux du terrorisme mondial», a déclaré M. Sharon lors d'une conférence de presse tenue en présence de nombreux diplomates, notamment américains et européens, dans la base navale d'Eilat, sur le littoral israélien de la mer Rouge, où a été ramené le cargo *Karine A*, qui serait probablement irakien.

Ce bâtiment, chargé de 50 tonnes d'armes, a été arraisonné jeudi à l'aube en mer Rouge dans les eaux internationales, à 500 km des côtes israéliennes, entre le Soudan et l'Arabie saoudite.

«Ils [les réseaux du terrorisme mondial] sont dirigés par l'Iran qui veut provoquer la mort et la souffrance à travers le monde», a ajouté M. Sharon.

Il a indiqué que «le bateau se dirigeait vers Gaza et, s'il n'avait pas été intercepté, nous aurions tous été menacés, de Tel-Aviv jusqu'à Herzlyia [au nord de Tel-Aviv], d'Ariel à Netzarim [des colonies juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza]».

Le premier ministre a qualifié M. Arafat de «menteur» et d'«âpre ennemi d'Israël [...] qui voulait faire sombrer la région dans la guerre. La saisie du navire révèle que l'Autorité palestinienne est une entité terroriste», a-t-il encore dit tout en affirmant faire confiance à M. Zinni.

«C'est un professionnel qui peut nous aider à mettre un terme au terrorisme. Israël souhaite conclure un accord ou un règlement politique de paix à l'issue d'un processus long et difficile et cela n'est possible que si le terrorisme cesse totalement, d'abord pendant une période probatoire de sept jours, conformément aux dispositions du plan de George Tenet», le chef de la CIA, a dit M. Sharon.

M. Zinni a participé hier à une réunion de la haute commission israélo-palestinienne de sécurité chargée de consolider la trêve. «Après quatre jours de discussions intensives avec les Israéliens et les Palestiniens, il est clair que, bien que de sérieux défis demeurent, il y a des occasions réelles de progrès», a déclaré M. Zinni, dans un communiqué diffusé au terme de cette réunion.

Selon le communiqué, les négociations vont se poursuivre, même si l'émissaire américain avait prévu de repartir pour Washington hier à minuit, à l'issue d'une tournée de quatre jours dans la région. M.



SVEN NACKSTRAND REUTERS

Ariel Sharon, à droite, examinant hier des missiles anti-chars russes saisis sur le cargo *Karine A*.

Zinni reviendra au Proche-Orient «dans un avenir proche pour voir à quel résultat sont parvenus les [deux] parties» au fil de leurs négociations, ajoute le communiqué.

A un journaliste qui l'interrogeait sur «la menace stratégique» posée par la volonté des Palestiniens de se doter d'armes à caractère offensif, M. Sharon a indiqué que son cabinet allait discuter pour définir ses rapports avec l'Autorité palestinienne «car un changement évident dans ses capacités opérationnelles a été

noté, qui prouve qu'elle est totalement infectée par le terrorisme».

Les Palestiniens ont de leur côté catégoriquement nié que la cargaison du *Karine A* leur fût destinée et ont dénoncé une manœuvre d'Israël visant à torpiller la médiation de M. Zinni. «Israël cherche des prétextes pour planifier de nouvelles agressions contre le peuple palestinien et se désengager des accords conclus» avec l'Autorité palestinienne, a indiqué un communiqué de la direction palestinienne.

Processus de paix en Sierra Leone

Freetown cherche à redevenir un paradis tropical

Cinq membres zambiens du contingent de l'ONU déployé en Sierra Leone ont été tués par l'explosion accidentelle d'une caisse d'obus de mortier, ont déclaré des responsables des Nations unies. Les munitions avaient été remises à la mission de maintien de la paix de l'ONU à l'occasion du processus de désarmement engagé depuis l'accord de paix de Lomé de 1999.

JUDITH RUEFF
ENVOYÉ SPÉCIALE DE LIBÉRATION

Après dix années de guerre civile et quelques mois de paix, Freetown tente de rafistoler ses morceaux. Vue de l'hélicoptère qui survole le bras de mer entre l'aéroport et la péninsule d'Aberdeen, sa pointe occidentale, la capitale sierra-léonaise ressemble à une carte postale: blanche, cernée de collines verdoyantes, bordée d'une mer émeraude où les plages dessinent de petites auréoles d'un jaune très pâle. A cette faible altitude, on distingue les rectangles turquoise des piscines, les cocotiers, les baigneurs. Une fois à terre, l'image de rêve disparaît.

Les palaces défraîchis n'ont pas l'eau et l'électricité tous les jours. Les ordures s'accumulent dans les rues grouillantes de monde. Il n'y a que trois bennes pour une population passée, en dix ans, de 1,5 million à plus de trois millions d'habitants. La coopération britannique en a promis trois autres et la Ville négocie un prêt avec la Banque mondiale pour s'équiper d'un camion pour le transport de la viande.

«Il y a un fossé énorme entre les attentes et les services que nous sommes en mesure de fournir», déclare en euphémisme le maire Henry Fergusson, perché dans un bureau qui donne sur le port.

Au centre-ville engorgé par les voitures, des restes noirs d'immeubles sans toits ni fenêtres sont autant de cicatrices de la prise de la ville par les rebelles du Front révolutionnaire uni (le RUF en anglais), le 6 janvier 1999. Un massacre. «Ils ont brûlé partout où régnait la corruption du gouvernement», raconte Foday, un habitant, le quartier général de la police, la compagnie d'électricité, les bâtiments publics. Et puis ils ont fait mettre les gens en file pour leur couper les mains. Parmi eux, il y avait d'anciens soldats.»

L'heure est pourtant à l'optimisme et la reconstruction a démarré avant même la fin du désarmement des factions qui s'achève actuellement dans l'est du pays.

Grâce à l'aide internationale, l'hôtel de ville et le grand marché sont en chantier, le port et l'aéroport en plein travaux. Surtout, les investisseurs étrangers sont de retour: les Chinois importent leurs tracteurs, les Indiens leurs produits pharmaceutiques. «Le secteur privé est persuadé que cette paix est durable», assène Aiah Kumba, un responsable de la Chambre de commerce, nous tiendrons la première foire commerciale de l'après-guerre en avril prochain.» Trois réseaux de téléphone mobile fonctionnent déjà dans la capitale, plusieurs banques se préparent à ouvrir. Et les épicerie libanaises regorgent de nouveau de produits importés.

«L'année dernière, les gens n'achetaient rien du tout. Mais cette année, les affaires reprennent doucement-doucement.» El Hadj Amadou Darie, honorable père de six enfants, tient une boutique de pagnes à Malah Thomas Street. La rue est bondée et les clients s'écrasent entre les échoppes de piment et de poisson séché. Des commerçants se plaignent du racket de l'armée.

Comme des centaines de milliers de Sierra-Léonais, Amadou a fui les combats et atterri à Freetown. Chassé de sa ville dans l'est diamantifère, le bastion du RUF, il a passé trois ans dans un camp en Guinée où la guerre l'a encore rattrapé.

Depuis le début du processus de paix, plus de 60 000 réfugiés sont rentrés en Sierra Leone, quelque 100 000 attendent encore leur rapatriement. «Nous avons reçu un grand nombre d'entre eux à Freetown et nos capacités d'accueil sont débordées», constate le maire. Selon les estimations, un quart de la population sierra-léonaise a été déplacé, en grande majorité vers Freetown.

Pour les autorités municipales, beaucoup ne rentreront pas chez eux, en particulier parmi les 50 000 anciens combattants, difficilement «réintégrables» dans les villages. La capitale leur offre ses avantages: anonymat, petits boulots, trafics en tous genres.

Cambriolages en hausse et corruption endémique n'empêchent pas les dignitaires de rêver aux heures de gloire des années 80, quand la crème du show-biz français passait ses vacances sur ces rivages. A un quart d'heure d'hélicoptère, des bungalows flambant neufs attendent déjà les fonctionnaires de l'ONU et les expatriés de l'aide humanitaire occidentale.

Le complexe touristique de Lakka a rouvert après cinq ans, non loin d'un ancien hôtel transformé en home pour ex-enfants soldats. En ville, le camp des amputés d'Aberdeen, où s'entassaient les victimes du concours d'horreurs livré entre les rebelles et l'armée, se vide petit à petit de ses occupants. Monsieur le maire veut y croire. «Freetown doit redevenir ce qu'elle était: un paradis tropical.»

La France, «le pire pays occidental» pour l'antisémitisme

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — La France est le «pire pays occidental pour l'antisémitisme», a affirmé hier le vice-ministre israélien des Affaires étrangères Michael Melchior lors du lancement d'une Commission internationale de lutte contre l'antisémitisme.

«Il ne fait pas de doute que la France est le pire des pays occidentaux pour le nombre de cas d'agressions et d'incidents antisémites, qui s'est élevé à 312 l'an dernier», a déclaré M. Melchior à l'AFP à l'occasion d'une conférence de presse à Jérusalem.

«L'antisémitisme n'a pas été pris au sérieux en France et nous sentons une hésitation des autorités à faire le nécessaire pour le stopper», a-t-il ajouté.

Selon lui, «il y a un important travail pédagogique, légal et policier à réaliser en France, car une agression antisémite n'y est répertoriée comme telle que si la victime a huit jours d'arrêt maladie au minimum».

Le vice-ministre a ajouté qu'«il est possible de lutter contre ce poison en France», précisant que son gouvernement a décidé hier d'augmenter ses aides financières aux juifs français et sud-africains qui immigreront en Israël.

La direction provisoire de la Commission lancée hier est assurée par M. Melchior, le député du parti libéral canadien Erwin Cotler, et l'ancien vice-premier ministre suédois Per Ahlmark.

Elle s'est fixée pour objectif de «globaliser» la lutte contre l'antisémitisme et annoncé l'ouverture de trois centres, respectivement à Jérusalem, New York et Genève. M. Melchior a espéré voir la Commission se doter d'antennes «dans de nombreux pays», et a souligné que «les non-juifs seront majoritaires au sein de la direction». Il a souhaité voir la communauté internationale et les ONG «soutenir les efforts déployés pour lutter contre une nouvelle forme d'antisémitisme liée notamment à la montée du fondamentalisme religieux et s'assimilant à un terrorisme idéologique, notamment depuis le début de l'Intifada al-Aqsa», le soulèvement palestinien en septembre 2000.

Le vice-ministre, considéré comme «une colombe», se déclare favorable à la co-existence de deux Etats, palestinien et israélien, mais affirme qu'«il ne peut y avoir de processus de paix tant que l'Autorité palestinienne n'aura pas mis fin à sa campagne de haine anti-juive». Le 17 décembre, le président de la conférence des évêques de France, M^e Jean-Pierre Ricard, avait estimé que la montée de l'antisémitisme en France n'était pas «un fantasme».

«C'est une réalité. Quand on voit un certain nombre d'inscriptions sur des murs de synagogues, je dis c'est intolérable», avait-il déclaré. En revanche, le ministre français de l'Intérieur avait fait état le 5 décembre d'une «nette diminution au cours de l'année 2001 des menaces et agressions antisémites en France, après un pic en 2000, coïncidant avec le début de l'Intifada».

C a h i e r s p é c i a l

Rentrée culturelle

samedi
Publié le **19**

janvier

Tombée publicitaire
le 11 janvier 2002

LE DEVOIR

É D I T O R I A L

Quel rôle pour le Canada en Afghanistan ?

Le gouvernement canadien annoncera vraisemblablement ce matin qu'un bataillon d'au moins 700 soldats, voire 900, s'envolera sous peu pour l'Afghanistan. Bien que de nombreuses parties de cet accord restent nébuleuses, cette annonce prend dans un premier temps l'allure d'une victoire politique pour le premier ministre Jean Chrétien: ses hommes ne resteront pas sur le carreau. L'affront est évité.

Cela faisait plus d'un mois et demi que 1000 soldats postés à Edmonton se tenaient prêts à partir à tout moment pour l'Afghanistan. Mais plus le temps passait et plus les membres du bataillon d'infanterie légère Princess Patricia avaient l'impression qu'ils resteraient auprès de leurs familles tout l'hiver. Non pas parce que leur gouvernement avait changé d'idée, bien au contraire. Mais la nouvelle situation politique sur le terrain n'était plus favorable au déploiement d'une force de paix majeure. De plus, plusieurs en étaient venus à se demander si l'expérience canadienne correspondait aux besoins sur le terrain.

En fait, il y a deux mois, lorsque les discussions sur une force de maintien de la paix à Kaboul ont pris forme, il avait été question d'envoyer 17 000 hommes. Mais au tournant de la nouvelle année, la réalité avait beaucoup changé. Les nouveaux dirigeants afghans exprimaient des réserves grandissantes sur le débarquement spectaculaire d'un important contingent international. L'importance de la force, sous commandement britannique, fut donc ramenée à quelque 4500 hommes. De surcroît, il n'était plus question de déployer des milliers de soldats un peu partout à travers le pays, y compris le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. On parlait désormais de restreindre le rôle de la force internationale à la capitale.

Le Canada a eu du mal à cacher sa déception au cours des derniers jours, craignant d'être écarté de cette mission. Mais il semble qu'il a su se tailler un autre rôle, aux côtés des Américains. Cela correspond sans doute davantage aux sensibilités politiques de nos dirigeants. Le Canada ne s'est-il pas considérablement rapproché de son voisin depuis le 11 septembre?

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

Ce développement n'est pas nécessairement un mal. Il y a beaucoup à faire à l'extérieur de Kaboul. Car si la situation est à peu près stabilisée dans la capitale, il n'en est rien à l'Est du pays où les civils tentent de fuir en grand nombre vers la frontière pakistanaise ni au Sud où des actes de violence sont commis de façon routinière. Et selon le *New York Times*, Jalalabad est de nouveau le théâtre d'affrontements violents entre différentes factions qui s'arrachent le pouvoir. Dans ce contexte, il va de soi que l'acheminement de vivres et de vêtements est compromis.

Une force de «stabilisation» comme celle à laquelle participerait le Canada, du moins si l'on reprend l'expression du ministre de la Défense, dispose normalement d'un mandat plus large que celui d'une force de maintien de la paix. Le ministre Art Eggleton doit apporter dès aujourd'hui des précisions sur le rôle que les soldats canadiens joueront en Afghanistan. Participer à l'effort de reconstruction de ce pays durement éprouvé est une chose, se lancer dans une aventure en ignorant la nature de l'engagement demandé en est une autre. Le Canada ne doit pas envoyer ses hommes sur place sans que ces derniers, ni l'ensemble des Canadiens, ne sachent à quoi s'attendre.

Le gouvernement canadien tenait absolument à ce que ses soldats soient présents en Afghanistan. Non par angélisme mais pour prouver aux sceptiques que ses compétences en la matière ne sont pas aussi déficientes que des mauvaises langues se plaisent à le répéter. De plus, parce qu'il reste obsédé par la visibilité, le premier ministre préférerait l'envoi d'un important contingent, identifiable, à celui d'un plus petit groupe qui aurait été noyé dans la force internationale. Comme quoi, les soucis de politique intérieure, mesquins, diront certains, perdurent même dans les situations internationales majeures.

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

Ce développement n'est pas nécessairement un mal. Il y a beaucoup à faire à l'extérieur de Kaboul. Car si la situation est à peu près stabilisée dans la capitale, il n'en est rien à l'Est du pays où les civils tentent de fuir en grand nombre vers la frontière pakistanaise ni au Sud où des actes de violence sont commis de façon routinière. Et selon le *New York Times*, Jalalabad est de nouveau le théâtre d'affrontements violents entre différentes factions qui s'arrachent le pouvoir. Dans ce contexte, il va de soi que l'acheminement de vivres et de vêtements est compromis.

Une force de «stabilisation» comme celle à laquelle participerait le Canada, du moins si l'on reprend l'expression du ministre de la Défense, dispose normalement d'un mandat plus large que celui d'une force de maintien de la paix. Le ministre Art Eggleton doit apporter dès aujourd'hui des précisions sur le rôle que les soldats canadiens joueront en Afghanistan. Participer à l'effort de reconstruction de ce pays durement éprouvé est une chose, se lancer dans une aventure en ignorant la nature de l'engagement demandé en est une autre. Le Canada ne doit pas envoyer ses hommes sur place sans que ces derniers, ni l'ensemble des Canadiens, ne sachent à quoi s'attendre.

Le gouvernement canadien tenait absolument à ce que ses soldats soient présents en Afghanistan. Non par angélisme mais pour prouver aux sceptiques que ses compétences en la matière ne sont pas aussi déficientes que des mauvaises langues se plaisent à le répéter. De plus, parce qu'il reste obsédé par la visibilité, le premier ministre préférerait l'envoi d'un important contingent, identifiable, à celui d'un plus petit groupe qui aurait été noyé dans la force internationale. Comme quoi, les soucis de politique intérieure, mesquins, diront certains, perdurent même dans les situations internationales majeures.

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

Ce développement n'est pas nécessairement un mal. Il y a beaucoup à faire à l'extérieur de Kaboul. Car si la situation est à peu près stabilisée dans la capitale, il n'en est rien à l'Est du pays où les civils tentent de fuir en grand nombre vers la frontière pakistanaise ni au Sud où des actes de violence sont commis de façon routinière. Et selon le *New York Times*, Jalalabad est de nouveau le théâtre d'affrontements violents entre différentes factions qui s'arrachent le pouvoir. Dans ce contexte, il va de soi que l'acheminement de vivres et de vêtements est compromis.

Une force de «stabilisation» comme celle à laquelle participerait le Canada, du moins si l'on reprend l'expression du ministre de la Défense, dispose normalement d'un mandat plus large que celui d'une force de maintien de la paix. Le ministre Art Eggleton doit apporter dès aujourd'hui des précisions sur le rôle que les soldats canadiens joueront en Afghanistan. Participer à l'effort de reconstruction de ce pays durement éprouvé est une chose, se lancer dans une aventure en ignorant la nature de l'engagement demandé en est une autre. Le Canada ne doit pas envoyer ses hommes sur place sans que ces derniers, ni l'ensemble des Canadiens, ne sachent à quoi s'attendre.

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

Ce développement n'est pas nécessairement un mal. Il y a beaucoup à faire à l'extérieur de Kaboul. Car si la situation est à peu près stabilisée dans la capitale, il n'en est rien à l'Est du pays où les civils tentent de fuir en grand nombre vers la frontière pakistanaise ni au Sud où des actes de violence sont commis de façon routinière. Et selon le *New York Times*, Jalalabad est de nouveau le théâtre d'affrontements violents entre différentes factions qui s'arrachent le pouvoir. Dans ce contexte, il va de soi que l'acheminement de vivres et de vêtements est compromis.

Une force de «stabilisation» comme celle à laquelle participerait le Canada, du moins si l'on reprend l'expression du ministre de la Défense, dispose normalement d'un mandat plus large que celui d'une force de maintien de la paix. Le ministre Art Eggleton doit apporter dès aujourd'hui des précisions sur le rôle que les soldats canadiens joueront en Afghanistan. Participer à l'effort de reconstruction de ce pays durement éprouvé est une chose, se lancer dans une aventure en ignorant la nature de l'engagement demandé en est une autre. Le Canada ne doit pas envoyer ses hommes sur place sans que ces derniers, ni l'ensemble des Canadiens, ne sachent à quoi s'attendre.

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

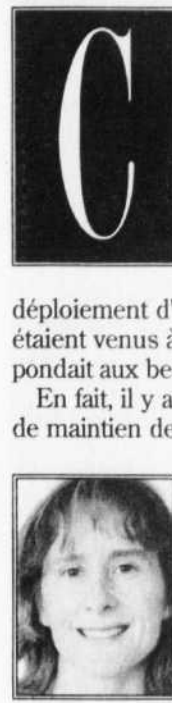
Ce développement n'est pas nécessairement un mal. Il y a beaucoup à faire à l'extérieur de Kaboul. Car si la situation est à peu près stabilisée dans la capitale, il n'en est rien à l'Est du pays où les civils tentent de fuir en grand nombre vers la frontière pakistanaise ni au Sud où des actes de violence sont commis de façon routinière. Et selon le *New York Times*, Jalalabad est de nouveau le théâtre d'affrontements violents entre différentes factions qui s'arrachent le pouvoir. Dans ce contexte, il va de soi que l'acheminement de vivres et de vêtements est compromis.

Une force de «stabilisation» comme celle à laquelle participerait le Canada, du moins si l'on reprend l'expression du ministre de la Défense, dispose normalement d'un mandat plus large que celui d'une force de maintien de la paix. Le ministre Art Eggleton doit apporter dès aujourd'hui des précisions sur le rôle que les soldats canadiens joueront en Afghanistan. Participer à l'effort de reconstruction de ce pays durement éprouvé est une chose, se lancer dans une aventure en ignorant la nature de l'engagement demandé en est une autre. Le Canada ne doit pas envoyer ses hommes sur place sans que ces derniers, ni l'ensemble des Canadiens, ne sachent à quoi s'attendre.

Le flou est beaucoup trop grand cependant en ce qui concerne le rôle des soldats canadiens qui s'apprêteraient à partir pour l'Afghanistan. On sait que ces soldats ne feront pas partie de la mission internationale de paix qui est sous commandement britannique, mais qu'ils seront vraisemblablement sous commandement américain.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



Paule des Rivières



LETTRES

J'ai déchiré ma carte de l'UPA

Le 5 décembre dernier, on pouvait voir et entendre le président de l'UPA, Laurent Pellerin, dans tous les médias. À l'occasion du congrès annuel du syndicat agricole, il fustigeait violemment les sympathisants de la toute nouvelle Union paysanne. Rappelons que cette organisation créée quelques jours auparavant fait la promotion des fermes familiales diversifiées, de la transformation et de la mise en marché sur la ferme, des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, du maintien des campagnes vivantes et de la démocratie rurale. Pour réaliser cela, il faudra, entre autres, améliorer les législations concernant les plants conjoints, le crédit agricole, le zonage...

M. Pellerin y est allé de mesquines attaques personnelles, qualifiant d'amateurs, de rétrogrades, d'habitants, les gens prônant une agriculture alternative. De plus, selon lui, il était hors de question qu'une autre organisation puisse représenter des agriculteurs aux visées différentes. Selon son président, l'UPA représente les VRAIS agriculteurs. Ces propos méprisants m'ont mis hors de moi. Ma première réaction a été de déchirer sur le champ ma carte de membre de l'UPA.

Cette charge malhonnête de M. Pellerin montre le vrai visage de ce qu'est devenu l'UPA. Ce puissant syndicat défend en première ligne les intérêts des producteurs industriels en se servant de ses membres plus modestes comme bouclier. Lors de son allocution, M. Pellerin comparait l'UPA à l'UDA. Justement, une comparaison s'impose. Imaginons-nous l'UDA prétendant que Céline Dion (et ses clones) sont eux de VRAIS artistes, considérant l'ampleur de leur carrière, l'efficacité de leur machine

promotionnelle, le chiffre d'affaires généré. Imaginons l'UDA qualifiant, du même souffle, d'amateurs, d'imposteurs, de rétrogrades ses membres auteurs-compositeurs-interprètes ayant une vision moins «commerciale» de leur art. Sont-ils moins compétents, inventifs, créateurs, artistes, malgré des ambitions moins gourmandes? Nenni! L'amour du métier ne se mesure pas au chiffre d'affaires!

Voilà, le président de l'UPA vient de tenir des propos fort méprisants envers une partie non négligeable des agriculteurs d'ici se définissant comme paysans plutôt que comme exploitants ou entrepreneurs agricoles.

J'étais présent lors du congrès de fondation de l'Union paysanne à Saint-Germain-de-Kamouraska. Le haut niveau des discussions et la pertinence des conférenciers invités ne laissent pas de doute. Les congressistes ont décidé de ne pas nommer l'UPA comme l'ennemi à abattre. Plusieurs agriculteurs présents ont souligné, avec raison, l'importance historique du travail accompli par l'UPA depuis des décennies. Il était important d'éviter un climat de confrontation afin de s'attirer la sympathie des nombreux membres insatisfaits de l'UPA.

Les propos désobligeants de Laurent Pellerin ne feront pas disparaître le «malaise agricole» vécu par les fermiers et les autres citoyens mécontents du modèle agricole actuel. Les honnêtes gens osent remettre en question ce modèle méritent le droit de parole. Longue vie à l'Union paysanne!

Claude Beauregard
Un paysan fier de l'être

Le mauvais français de la radio et de la télé

Je suis profondément déçu de constater, quotidiennement, le recul effarant

que prend la langue française à la radio et à la télévision.

Depuis quand notre grande métropole est-elle devenue la ville de «Morial»? D'où viennent ces expressions parfaitement inventées de «bon matin» (*good morning?*), de «bon midi» (*good noon?*) et la plus condamnable, «bon milieu d'après-midi»? D'où qu'elles viennent les ondes en regorgent. A quand «bon minuit et quart»? Et que dire des incultes de MétéoMédia qui nous annoncent, bon an mal an, des «averses de pluie», des «averses liquides» et, pis, des «averses de neige», quoi qu'en dise l'OLF, qui recommande cette dernière aberration.

Une averse est de la pluie, donc une «averse de pluie» est un pléonasme. Qui plus est, ces météorologues (passez-moi l'expression) prouvent qu'ils ne sont pas très fûtés dans leur domaine lorsqu'ils nous parlent d'«averses de neige», car la neige, étant un cristal, ne peut pas être une «averse» de quelque manière que ce soit.

J'oubliais. Il faut dire «Mont-réal». Il y a TROIS syllabes, et il faut toutes les prononcer, avec l'accent tonique sur la dernière syllabe, ce qui vaut pour TOUS les mots de la langue française, sans aucune exception. Il faut nous ressaisir, même s'il est peut-être déjà trop tard. Nos diffuseurs, de tous ordres, ne semblent pas se rendre compte du tort, quasi irréparable, que le mauvais français qu'ils permettent sur leurs ondes inflige au peu de français qu'il nous reste.

Je crains fort qu'ils n'en soient pas conscients. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, c'est pire, c'est de l'ignorance et de la négligence coupable. Cela est indigne d'eux et des auditeurs qu'il est de leur devoir incontournable de servir.

Ou bien, on parle le français, ou bien, on parle le «québécois». Branchons-nous.
Jacques Fauteux

LIBRE OPINION

Souhaits pour 2002: que l'humanité devienne une grande famille

JOSEPH GIGUÈRE
Directeur du Centre St-Pierre

En général, j'ai tendance à considérer les souhaits comme un genre sérieux. Je les vois un peu comme les budgets. Quand ils sont formulés à partir d'une bonne connaissance des faits, intégrant un mélange sagement équilibré de vision et d'appui sur le réel, ils peuvent tenir la route, tout en étant relativement généreux.

Cependant, après une année comme celle que nous venons de finir, le problème est de trouver un horizon suffisamment stable et consistant, avec assez de lumière pour que les souhaits puissent y être fécondes et se transformer en réalité.

Souhait implique espérance en l'avenir. Depuis le 11 septembre, on peut difficilement se défaire de l'impression larvée que l'espérance elle-même a des chances d'être une chausse-trappe sournoise sur l'abîme. Même si devant des perspectives aussi fatales notre foi têtue, celle qui est mêlée à la chair de notre enfance, gémît de protestation, criant «non, non, ça ne peut pas être aussi absurde», le doute est là, installé, qui gruge sourdement le rétablissement des connexions vers la lumière. Alors, devant pareille situation, comment faire des vœux en étant crédibles à nos propres yeux?

Le seul souhait que je suis capable de me faire à moi-même, et de partager, est celui d'un engagement infatigable, résolu, radical, dans le prolongement des cris de l'enfance, à dire non à l'absurde et à chercher le sens.

Mais vers quelle direction faut-il aller pour obtenir un peu de lumière sur la conjoncture qui nous a tous déstabilisés depuis le 11 septembre?

Compte tenu de la présence active des éléments religieux dans le coup du World Trade Center, un réflexe naturel et légitime serait d'examiner les

grandes religions des protagonistes de ces événements dans leurs rapports avec le politique et les droits humains.

Tout en se gardant de trahir l'idéal œcuménique, un tel regard ne pourrait manquer d'observer que certaines religions paraissent plus piegeantes que d'autres sur le plan politique et que, notamment, la différence entre l'esprit de l'ancien et celui du nouveau Testament semble parfois se refléter jusque dans la perception des droits humains fondamentaux. Par exemple, à côté des lapidations talibanes, la scène de l'Évangile où Jésus envoie paître les accusateurs de la femme adultère en leur disant: «que celui qui est sans péché lui lance la première pierre», est d'une pure modernité. La fin de cette scène a même un saveur humoristique qu'on dirait tirée d'un monologue d'Yvon Deschamps. Elle relate que les accusateurs en question s'éloignent progressivement, un à un, «en commençant par les plus vieux».

Toutefois, malgré l'attrait ou l'intérêt momentané que l'angle des religions pourrait avoir pour les uns ou les autres, la recherche à laquelle il nous mènerait aurait toutes les chances d'aboutir à un cul de sac encore plus profond, plus hermétique, voire plus dramatique que celui dans lequel nos sommes présentement. Malgré les réminiscences du discours de ben Laden, nous ne sommes plus à l'ère des affrontements religieux et, dans le «camp chrétien», peu de monde voudrait de Bush comme prophète.

En nous en remettant à la foi naturelle et à la sagesse commune des processus historiques, il semble que cet engagement dans la recherche du sens doit se réaliser la face tournée vers l'avenir, dans une mobilisation, non pas de société religieuse, mais de société civile, pour l'approfondissement et l'extension de la justice et de la démocratie. Pour ceux qui en doutaient encore, les suites

du 11 septembre montrent que ce sont les États-Unis qui gouvernent la planète. Dans sa chasse aux terroristes internationaux, Bush règle unilatéralement l'ordre politique du monde avec un absolutisme et un raccourcissement des libertés qui évoquent les réflexes et les procédures de la culture dictatoriale. Par exemple, pour prendre un cas récent et pas trop loin de nous, on reconnaît dans son comportement les attitudes les plus typiques manifestées par Fujimori au Pérou dans sa guerre aux terroristes intérieurs.

Une retombée politique majeure de l'hécatombe du 11 septembre a été de confirmer que dans le contexte de la mondialisation, le dernier mot sur notre globe appartient désormais, incontestablement, à ceux qui dominent le rapport des forces économiques et militaires. En conséquence, portée par l'élan de masse de la multitude des jeunes rassemblés à Seattle, Porto Alegre, Québec et partout pour lutter contre la consécration de la dictature mondiale des forces de l'argent, notre conscience citoyenne doit prendre acte que nous sommes arrivés à l'heure de l'organisation de la démocratie planétaire. Pas de n'importe quel simulacre de démocratie, ou la mise sur le plateau du poids matériel et militaire d'une infime minorité de nations riches envoie se balancer dans les airs la majorité des pays du globe, mais de la constitution d'un véritable gouvernement mondial, élu au suffrage universel de tous les habitants de la terre. Il semble que c'est là la seule voie pour échapper à l'emprise de la mouvance des transnationales, qui paraissent détenir une sorte de souveraineté supranationale des moyens du développement économique, et à l'emprise des pays dominants, comme sont actuellement les États-Unis. Refuser un tel défi pourrait signifier une condamnation à la régression, comme il semble qu'il arrive aux espèces mutantes qui pour

une raison ou une autre ne se décident pas à franchir le seuil de l'évolution où elles sont arrivées.

Pour les personnes et groupes engagés dans l'intervention sociale et communautaire, poser ainsi la démocratie mondiale à l'orée de notre champ d'action peut ressembler à du décrochage ou à de la fuite en avant. Ou, en tout cas, plus immédiatement, à des souhaits pour 2002 qui n'ont aucune chance de tenir la route pendant plus que quelques minutes. Pourtant, je soutiens qu'il s'agit là de la perspective qui, malgré l'immensité de l'horizon qu'elle ouvre devant nous, favorise le plus adéquatement l'accrochage à notre propre terrain. Parce que la démocratie, avec son noyau dur de justice, de dignité de la personne et de droits humains, est le sens même du combat quotidien de chaque groupe communautaire. Et son élargissement planétaire ne vient pas vider le contenu de ce noyau, mais au contraire lui donner encore plus de consistance et de force de mobilisation.

L'ouverture sur un horizon démocratique qui ne soit pas quadrillé par les ornières des bulldozers économiques et le sillage des réacteurs militaires, mais qui soit plutôt l'expression de la volonté des humains de la terre, représente sans doute l'accès vers la lumière la plus propice à la germination et à la croissance de la justice dans nos terrains d'intervention sociale. Unir nos forces dans l'action communautaire, tisser l'autonomie de la société civile, déployer ce mouvement en solidarité internationale, à l'instar de la marche des femmes, qui de marche québécoise est devenue marche mondiale, voilà la perspective que nous présente le panorama d'une démocratie mondiale. Et n'est-ce pas là une grande aventure humaine, civique et fraternelle, un peu plus stimulante que de suivre à la télévision la «game» entre les psychopathes religieux et les névropathes de l'argent.

IDÉES

La naissance de la nouvelle Ville de Montréal



Le réel défi de la nouvelle Ville de Montréal est de faire voler en éclats les vestiges des vieilles barrières entre anglophones et francophones ainsi qu'entre riches et moins riches ainsi que les barrières plus récentes entre fédéralistes et souverainistes.



Serge Bouchard

L'espérance de vie

Il y a quelque chose d'animal dans l'espérance. Le principe s'applique à tout ce qui vit. Quand une mousse pousse sur la face exposée d'une falaise nordique, juste au-dessus d'une eau glaciale elle-même battue par un vent froid, alors il nous faut admettre que cette mousse est espérante. Elle espère vivre là où elle est, vivre au maximum sa vie de mousse de roche, et rien ne lui fera lâcher prise sinon l'irréparable. La vie s'accroche à la pierre, à la terre, elle s'enfonce au plus profond des mers, elle est pleine de vie, et cela même dans les temps les plus durs.

La vie veut vivre. L'espérance est un combat, ce combat une vie. Il faut espérer jusqu'à ce que tout soit perdu. Mais qu'est-ce qui pousse ainsi la vie à vouloir vivre? Qu'est-ce qui pousse une petite épine à pousser au pied des grandes, sans espoir immédiat d'aller chercher sa part de ciel? Elle étouffe autant qu'elle croit, cette petite anonyme perdue au milieu de ses semblables; si nécessaire, elle végète, mais dans l'intervalle, pas question de se laisser aller. Elle espère que les vieilles épines mourront et tomberont, qu'une situation inattendue viendra changer la donne. Tout d'un coup, contre toute attente, la lumière pourrait lui être donnée, le ciel pourrait s'éclaircir et elle pourrait se mettre à véritablement grandir. Elle aurait sa chance, comme on dit, et c'est ce qu'elle espère.

Les animaux sont pareils qui mettent tous leurs œufs dans le panier de l'espérance. Les proies espèrent passer la nuit sans se faire attraper. Les prédateurs espèrent tuer une proie pour continuer à vivre une autre journée. Les oiseaux font le tour de la terre dans l'espoir de trouver des lieux plus cléments. Les animaux, qui sont bien faits sous ce rapport, savent clairement la différence entre l'espoir et le désespoir. Un loup qui se casse deux pattes et la mâchoire en sus, comme cela peut arriver quand on court dans les sabots des orignaux, sait bien que sa vie se termine avec ces blessures. Il attendra la mort en position recroquevillée, résolu, ne discutant pas son destin, soupirant à peine sur son sort, parce que les fractures font mal.

L'espérance de vivre est la vie elle-même. À chaque espèce sa lumière, sa vérité, sa niche. Nous savons tous que l'espérance de vie augmente le vouloir vivre. Dans son histoire de vie, il n'est rien que la vie n'ait tenté. La vie fut végétale, animale et voilà qu'elle est conscience réfléchie, c'est-à-dire humaine. Contrairement au loup, l'humain est fragile dans l'ordre de son imagination. Tous les matins, il doit s'encourager. Et plus il pense, plus il s'interroge, plus il angoisse. Dans le miroir aux alouettes de ses propres émotions, il n'endure plus rien, ni lui, ni ses semblables, ni la pluie, ni le vent, encore moins les temps gris. Il n'endure plus la vie. Le désespoir est l'ennemi numéro un de l'être humain. Rien n'est plus tragique dans un visage humain que les marques de la désespérance. Car l'humain n'est pas simple, il se fait du mal par-dessus le mal qu'on lui fait. Dans notre tête seulement, nous sommes capables de nous décourager sans l'aide d'aucune adversité. On l'on verra l'humain perdre d'un coup l'élan vital sans que l'on sache la véritable nature de sa blessure.

Cette maladie grave qui consiste à désespérer est un vice terrible de conception dans notre nature. L'humain souffre facilement des maladies de la conscience. Il perd l'énergie de l'espérance, c'est-à-dire la force de vivre. Or, est-ce un fait historique, il apparaît que plus l'humain s'éloigne des enjeux de la vie et de la mort, plus il développe cette maladie de l'âme qui consiste à ne plus espérer. Et la mort le rattrape par là où il ne fallait pas s'y attendre, par une surdose de conscience. Le paradoxe est effrayant. Souvent le misérable se bat plus pour son lendemain que le confortable pour son bien.

Camus avait raison. Le suicide est une grande question et nos souffrances sont scandaleuses. À l'humain, il faut une vérité. En admettant que cette vérité ne se trouvera jamais, espérons quand même la trouver. Elle se cache dans les montagnes, dans le brouillard du matin, dans la course d'une bête sauvage, dans la beauté indiscutable du monde. Nous sommes condamnés à espérer car la vie n'est qu'espérance. Et cette espérance sera obligatoirement déçue quand il faudra passer l'arme à gauche. Mais d'ici là, dirait le loup, tant que tu cours sur tes quatre pattes et que tu as toutes tes dents, tant qu'il y a du manger et des choses à faire, il faut courir avec sa louve, vivre dans la meute, il faut faire des petits loups, il est bon d'être un bon loup et de pousser l'espoir jusqu'aux limites du territoire de la vie.

Je tiens l'espérance en estime, un peu comme l'oxygène et l'amour. Un miracle est toujours possible. L'espérance de vie n'est pas une donnée statistique. C'est beaucoup plus que cela, c'est une question de vie ou de mort. Quand la vie n'espère plus, elle meurt, tout simplement.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Le défi de la nouvelle Ville confrontée à l'écueil des débats constitutionnels

Le succès de cette «ville-île» dépend et dépendra de notre aptitude à vivre l'expérience montréalaise en tablant sur ce qui nous unit et en faisant abstraction, tant que la chose sera possible, de ce qui nous divise

LUC-NORMAND TELLIER
Département d'études urbaines et touristiques
Université du Québec à Montréal

La naissance de la nouvelle Ville de Montréal ne peut que réjouir tous ceux qui voient dans notre ville un haut lieu mondial de la coexistence harmonieuse entre communautés de langues, d'origines et de cultures différentes. Le succès de cette «ville-île» dépend et dépendra de notre aptitude à vivre l'expérience montréalaise en tablant sur ce qui nous unit et en faisant abstraction, tant que la chose sera possible, de ce qui nous divise. A la veille de la récente élection municipale, un tel énoncé pouvait sembler «creux et vide d'implications». Certains résultats monolithiques obtenus dans certains secteurs électoraux et les récentes interventions de Pierre Serré démontrent qu'il ne l'est pas.

Le vote en bloc ou en quasi-bloc de la communauté anglophone montréalaise, en particulier dans le West Island, a pu décevoir ceux qui ont cru que la fusion municipale pouvait se faire par enchantement, comme le laissait espérer le fait qu'autour de Pierre Bourque, péquistes et libéraux fédéraux se soient côtoyés dans la plus grande fraternité sous l'œil amusé de M. Gagliano, alors même que, du côté de Gérard Tremblay, les héritiers du RCM traditionnellement de gauche et aux accointances péquistes s'entendaient comme larrons en foire avec les richards du West Island traditionnellement libéraux. Cette déception est compréhensible, mais le vote en quasi-bloc peut lui aussi être compréhensible quand on songe que la population des municipalités fusionnées contre leur gré était en grande partie anglophone.

Passer de la déception au type d'analyse proposé par Pierre Serré apparaît non seulement excessif, mais encore dangereux. Contrairement à ce que suggère M. Serré, il n'y a pas, il n'y a pas eu et il est souhaitable qu'il n'y ait jamais au niveau municipal de partis fédéralistes et de partis souverainistes. À Montréal, le Parti civique a eu à sa tête un chef issu du nationalisme québécois, mais aux convictions fédéralistes affirmées. Jean Drapeau n'a cependant jamais prétendu faire de son parti un parti fédéraliste et sa clientèle se trouvait autant chez les uns que chez les autres. De même, Jean Doré, issu du Parti québécois, n'a jamais songé à faire du RCM un parti souverainiste (ses forts appuis anglophones ne l'auraient sans doute pas accepté). Pierre Bourque avait un passé péquiste, mais jamais il n'aura été autre chose



Le vote en quasi-bloc de la communauté anglophone montréalaise est compréhensible quand on songe que la population des municipalités fusionnées contre leur gré était en grande partie anglophone.

que le maire de tous les Montréalais, tout comme il y a tout lieu de croire que Gérard Tremblay ne fera pas autre chose malgré son passé, ses convictions et ses assises libérales.

La dynamique électorale qui a été observée le jour de la récente élection serait malsaine si elle devait perdurer au-delà de la période de mise en place de la nouvelle ville. Rien ne nous permet pour l'instant de prendre pour acquis, comme le fait Pierre Serré, qu'elle perdurera. Tous doivent faire en sorte que cela ne se produise pas. Pour cela, il faut éviter les amalgames trop faciles et refuser d'aborder l'analyse de la dynamique politique montréalaise en termes catégoriques ou à partir d'une catégorisation précipitée.

Qui peut décevant aujourd'hui classer de façon sûre les deux partis montréalais. Le parti de Gérard Tremblay et celui de Pierre Bourque sont-il de gauche, de droite, fédéralistes, souverainistes, progressistes, paternalistes, écologistes, francophones, anglophones, favorables au centre, favorables aux arrondissements de l'ex-banlieue, liées au milieu des affaires, liées aux groupes communautaires, etc.? Bien malin celui qui pourrait trancher tout cela au couteau! La vérité, c'est que ces deux partis sont profondément montréalais. Ils portent tous les deux allègrement toutes nos contradictions et toute la richesse de nos opinions et options di-

verses. Et cela même est notre espoir et notre force.

Dans une interview à la télévision de Radio-Canada, Madame Phyllis Lambert déclarait une fois de plus son grand amour de Montréal. Cependant, elle n'a pu s'empêcher de faire la moue en repensant aux années de sa jeunesse montréalaise et au cloisonnement qui caractérisait alors la coexistence des diverses communautés de notre ville. Elle a alors évoqué les «boîtes» dans lesquelles étaient confinés les anglophones, les francophones, les juifs et les autres groupes sociaux. Elle a souligné à quel point cet état de fait l'avait affectée et combien la jeune fille qu'elle était avait souffert de toutes ces barrières invisibles qui lui avaient interdit de tirer tous les profits possibles de la grande diversité ethno-culturelle de Montréal.

Le réel défi de la nouvelle Ville de Montréal est de faire voler en éclats les vestiges des vieilles barrières entre anglophones et francophones ainsi qu'entre riches et moins riches ainsi que les barrières plus récentes entre fédéralistes et souverainistes. L'émergence de la nouvelle grande Ville de Montréal, en ce temps de guerre et de conflits religieux, a une dimension humaine qui dépasse celle de l'émergence des nouvelles villes de Toronto, Ottawa, Québec, Gatineau ou Saguenay. Nous devons tous nous

rendre conscients que cette nouvelle ville de Montréal se doit d'être une réussite, non pas pour prouver à tel ou tel technocrate qu'il avait raison, mais bien pour prouver à l'humanité tout entière que le projet de faire vivre côte à côte les communautés les plus diverses non pas dans le grand melting-pot anonyme de l'anglophonie mondiale, mais dans le cadre d'une société distincte à l'intérieur du continent nord-américain, d'une société distincte par sa langue principale officielle, par son bilinguisme (et même son multilinguisme) réel et par son ouverture sur le monde.

Montréal a beaucoup en commun avec New York. Cependant, s'il est vrai que New York est une ville totalement bigarrée du point de vue ethnique, il est aussi vrai que la toute-puissance de la culture américaine coupe dans les faits la plupart des New-Yorkais et des autres Américains du reste du monde. Il suffit de fréquenter une grande université américaine pour constater l'absence quasi totale de références dans une autre langue que l'anglais dans quelque bibliographie que ce soit (ce, même au plus haut niveau universitaire). Dans les grandes villes américaines et aussi, il faut le dire, canadiennes-anglaises, la diversité ethnique baigne le plus souvent dans une uniformité culturelle presque totale.

Montréal est l'une des très rares villes du monde (en Amérique, seule, peut-être, Miami peut lui être comparée) où, quotidiennement, se fait la preuve que la multi-ethnicité peut se vivre dans la diversité culturelle, l'ouverture au reste du monde, la tolérance et la concorde. Une condition de cela consiste à faire en sorte que les partis politiques montréalais refusent les clivages qui marquent notre vie politique aux niveaux provincial et fédéral.

Montréal a longtemps, trop longtemps, été le champ de bataille privilégié de toutes les oppositions entre anglophones et francophones et entre souverainistes et fédéralistes. La mission de Montréal consiste, en ce début du XXI^e siècle, à être une Jérusalem où les tensions intercommunautaires auraient disparues, une Belfast où la concorde aurait cédé la place aux affrontements, une Beyrouth où la paix aurait définitivement éliminé la guerre et une New York d'où aurait disparu l'idée même d'une culture dominante omnipotente qui occulte le reste du monde.

Que Jean Charest observe bien ce qui se passe actuellement dans notre ville et, s'il doit accéder au pouvoir dans les mois qui viennent, qu'il y songe à deux fois avant de nous remettre tous dans nos «boîtes» respectives. De même, du côté des souverainistes, qu'on y pense bien avant d'ouvrir la boîte de Pandore de la «constitutionnalisation» des débats municipaux, car le tout premier perdant pourrait bien être le souverainisme lui-même.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, Josée Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Prévost (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, René Lewandowski; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Bozzetti, Manon Corneille, (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Bouché-Sauvé (économie); La documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa) LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaina Côté, Marlene Côté, Martin Fournier, Veronique Géraud, Anouk Harbutz, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire) LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable intermédiaire), Hélène Gervais, Mari-Eve Santerre, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MÉDECINE

SUITE DE LA PAGE 1

Pendant toutes ces années, l'usage de la chiropratique est resté stable, alors que les autres formes de médecine alternative ont connu une croissance. C'est chez les femmes que l'augmentation a été la plus significative avec un taux passant de 17 % à 19 % alors que du côté des hommes il a grimpé de 13 à 14 %.

Bien que la médecine alternative représente une option à long terme pour 1,3 million de personnes, la majorité des patients n'ont consulté qu'épisodiquement un thérapeute au cours de ces cinq ans. Est-ce parce qu'ils jugeaient le traitement inefficace, trop coûteux, ou parce que leurs maux ont disparu? Plusieurs facteurs doivent être pris en considération, mais Wayne J. Millar, l'auteur de l'étude, n'a pu évaluer leur prévalence.

D'un océan à l'autre, le recours aux médecines douces augmente à mesure qu'on se déplace vers l'ouest du pays. De 3 à 9 % de la population en fait usage dans les provinces maritimes, 15 % au Québec et en Ontario, et entre 21 et 25 % dans les provinces de l'Ouest. Ce phénomène, note l'auteur de la recherche, n'est pas étonnant puisque les régimes collectifs de soins de santé couvrant les traitements en chiropratique (le plus largement répandu de tous les traitements en médecine alternative) sont plus fréquents dans les provinces de l'Ouest.

Se soigner là où ça fait mal peut aussi s'avérer douloureux pour le portefeuille. Ainsi, on remarque davantage de fidèles de méthodes alternatives chez les membres de la classe moyenne et supérieure (20 %)

chez les individus aux revenus modestes (12 %). De plus, un détenteur de diplôme universitaire sur cinq a indiqué avoir consulté un thérapeute alors que seuls 12 % de ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du secondaire l'ont fait.

La condition du patient influe beaucoup sur le recours à la médecine alternative. Une douleur chronique fait courir deux fois plus de patients (26 %) chez le praticien alors que ceux qui n'en souffrent pas représentent 15 % de la clientèle. Plus de tiers des gens atteints de maux de dos ont affirmé avoir consulté un praticien; c'est en effet le problème le plus fréquemment rencontré chez les patients en médecine alternative. Suivent dans l'ordre décroissant, la maladie de Crohn, la bronchite et l'emphysème, la migraine, l'asthme et l'arthrite.

Comme on pouvait s'y attendre, les adeptes de la médecine alternative sont davantage préoccupés par leur alimentation et font une plus grande consommation de suppléments vitaminiques. Mais leur vertu a ses limites puisqu'ils se distinguent assez peu des autres dans l'usage du tabac ou dans la pratique d'exercice physique.

Le recours aux médecines douces représente-t-il un rejet de la médecine traditionnelle? Pas nécessairement, signale-t-on, puisque ces patients sont plus susceptibles d'être suivis par un médecin de façon régulière ou de consulter un spécialiste que le reste de la population.

La médecine alternative tend à gagner en popularité, mais comme plus de la moitié des patients y font appel de façon épisodique, il est difficile de tracer un modèle uniforme, constate l'auteur de l'étude. On peut toutefois penser que, compte tenu de l'augmentation des maladies chroniques chez la population vieillissante, la médecine alternative gagnera du terrain au cours des prochaines années.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

GREFFES

Une fois instruits par des experts sur la nature de la xénotransplantation, des citoyens réunis en forum ont adopté une position beaucoup plus prudente

SUITE DE LA PAGE 1

de transplanter des organes ou d'autres parties animales vivantes chez des humains.

Les recherches avancent très rapidement. La semaine dernière, une société britannique annonçait fièrement avoir réussi le clonage de porcelets dont certains éléments pourraient être plus facilement transplantés sur l'homme. Ces possibles xéno greffes donnent espoir aux patients en attente d'un organe de remplacement. La pénurie de donneurs compatibles cause la mort de centaines, voire de milliers de personnes au pays chaque année.

En même temps, ces expériences suscitent des problèmes effrayants, par exemple en rapport avec la transmission possible de virus d'une espèce à l'autre. Des agents pathogènes d'origine animale ont déjà causé des catastrophes planétaires. L'influenza porcine de 1918 (la grippe espagnole) fit 25 millions de morts dans le monde. Le virus du sida a peut-être été transmis à l'homme par des singes.

La consultation publique menée par l'ACSP met en évidence le manque de connaissances populaires par rapport aux questions complexes liées à la xénotransplantation et le renversement des opinions une fois les enjeux vulgarisés.

Un sondage a révélé que la majorité des Canadiens (65 %) s'avouant non informés étaient prêts malgré tout à donner le feu vert aux essais cliniques controversés. Mais une fois instruits par des experts sur la nature de la xénotransplantation, des citoyens réunis en forum ont adopté une position beaucoup plus prudente, finalement retenue par le rapport. Après deux jours de «cours» et de discussions (par exemple à Québec, en juin dernier), le tiers des participants (34 %) se déclaraient contre la xénotransplan-

tation, une petite moitié (46 %) l'approuvaient, mais avec des réserves, tandis que 19 % se disaient défavorables avec des bémols.

«Notre recommandation s'appuie sur le point de vue des personnes informées sur la question des xénotransplantations», résume la professeure Thérèse Leroux, de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, membre du groupe de consultation publique, interviewée hier. «Ce mode de consultation nous paraît d'ailleurs le mieux adapté pour ce genre de sujets tellement complexes, avec des enjeux multiples.»

Le groupe, qui comprenait douze personnes spécialisées en recherche médicale ou en bioéthique, en fait d'ailleurs une recommandation formelle. «Le modèle des forums citoyens [doit être] repris à l'avenir pour toute consultation sur des enjeux complexes et peu compris», dit le rapport.

Vaste question

L'enquête canadienne portait sur une seule, mais très vaste question: «Le Canada devrait-il autoriser la xénotransplantation et, le cas échéant, à quelles conditions?» À partir des réponses obtenues, les experts répondent par sept recommandations. La première demande donc que le Canada n'autorise pas «pour l'instant» la xénotransplantation. D'autres proposent de mieux informer le public sur l'avenir de ces techniques ou d'explorer d'autres voies comme la recherche sur les prothèses mécaniques de substitution.

En promouvant le rapport de consultation il y a deux ans, le ministre de la Santé Allan Rock avait dé-

claré: «L'opinion des Canadiens nous aidera à orienter l'avenir de la politique gouvernementale en matière de xénotransplantation au Canada.» La cinquième recommandation avance justement qu'une législation ou une réglementation «stricte et transparente» devrait être mise au point pour couvrir «tous les aspects des essais cliniques» liés aux recherches sur les transplantations entre les espèces.

«Le modèle des forums citoyens [doit être] repris à l'avenir pour toute consultation sur des enjeux complexes et peu compris»

«Nous voulons des conditions qui permettent au public canadien d'en savoir davantage et nous souhaitons voir se développer en parallèle des solutions de remplacement, explique la professeure Leroux. Nous sommes conscients du manque d'organes. Mais la xénotransplantation ne semble pas offrir de solutions, parce qu'elle comporte trop d'inconnues et trop de risques.»

Le philosophe Christian Saint-Germain, qui vient de publier *La Technologie médicale hors limite: le cas des xéno greffes* (PUQ), pense au contraire que la seule idée de consulter la population sur de telles questions jette l'effroi. «L'ampleur des risques biologiques n'est pas cernable par les experts eux-mêmes, note-t-il. Même si ces greffes deviennent praticables, elles ne devraient pas être permises. On ne peut pas remettre en cause l'intégrité du genre humain pour des raisons médicales, ça n'a aucun bon sens. Mais c'est une belle métaphore de nos sociétés contemporaines: on pense maintenant réunir le porc et l'humain. Une frontière a été dépassée. L'homme n'est plus un loup pour l'homme comme le disait Plaute: l'homme est devenu un coyote pour l'homme. C'est affolant.»

ESPOIRS

SUITE DE LA PAGE 1

Nouvelle poignée de main

Les représentants des deux puissances nucléaires rivales ont échangé une nouvelle poignée de main hier lors de la clôture du sommet et, selon un responsable pakistanais, le général Musharraf s'est rendu dans la chambre de M. Vajpayee pour le saluer avant son départ.

Le président pakistanais avait fait un premier geste symbolique en allant serrer «la main de l'amitié» de M. Vajpayee samedi, dès la cérémonie d'ouverture du sommet, devant les caméras de la presse internationale. Il avait offert d'ouvrir un dialogue et un processus de paix.

Interrogé hier sur la portée de ce geste, le dirigeant indien a ironisé: «Ma main est toujours intacte.» M. Vajpayee a souligné ne pas avoir eu de pourparlers avec son rival sur la crise qui mobilise les efforts diplomatiques de la communauté internationale.

«C'étaient des échanges de courtoisie, rien de plus», a-t-il dit des trois jours où les deux hommes se sont côtoyés.

Cherchant à sortir de la défensive où l'a placé l'attaque du parlement indien par un commando islamiste présumé le 13 décembre, le président pakistanais a espéré la poursuite des échanges et une détente dans le futur.

«Nous avons eu des interactions informelles et j'espère les rendre formelles et réduire les tensions entre les deux pays», a-t-il dit.

Il a confirmé que le ministre pakistanais des Affaires étrangères Abdul Sattar avait rencontré son homologue indien Jaswant Singh samedi. Mais l'Inde a minimisé l'importance des discussions, qui se sont déroulées «dans un cadre régional».

Le premier ministre britannique Tony Blair est dans la région pour tenter de calmer le jeu. «Seule la politique, et non la terreur, peut résoudre un problème comme celui-là», a-t-il affirmé lors de son passage en Inde, tout en précisant que «le point de départ de tout

dialogue doit être un rejet total d'attaques» comme celle perpétrée contre le Parlement indien. Un discours qui devrait ravir New Delhi, mais qui risque d'être mal reçu à Islamabad, où il se rend aujourd'hui.

Musharraf a en effet refusé de donner satisfaction à l'Inde sur la demande d'extradition d'une vingtaine d'extrémistes basés au Pakistan. Dans un geste d'apaisement, Islamabad a toutefois intensifié la répression entamée la semaine dernière contre les mouvements islamistes armés, arrêtant ce week-end plusieurs centaines de personnes supplémentaires.

La situation reste pour autant très tendue sur la frontière, où les échanges de tirs se sont multipliés ce week-end entre les deux armées. Un enfant a été tué et au moins quatre civils blessés côté indien, où treize militants séparatistes ont également été abattus par l'armée. De son côté, un officier pakistanais a annoncé qu'au moins vingt personnes, civils et militaires, avaient été tués depuis le regain de tension des dernières semaines.

SINGES

«Ils sont encore en prison mais, au moins, ils sont plus heureux»

SUITE DE LA PAGE 1

de conserver le sanctuaire tout en lui imposant quelques restrictions, dont l'application de mesures de sécurité supplémentaires et l'interdiction d'accueillir d'autres chimpanzés.

«Ils sont encore en prison mais, au moins, ils sont plus heureux», indique Gloria Grow en jetant un regard au large enclos extérieur adjacent au bâtiment où Billy Jo, un colosse de 200 livres âgé de 33 ans, échange des tapes amicales avec Yoko. Même si les chimpanzés mènent une vie plus agréable, ils conservent des séquelles de leur séjour prolongé en laboratoire. Certains ont d'abord été élevés comme animaux de compagnie ou bêtes de cirque avant d'échouer dans le laboratoire de New York. D'autres n'ont connu qu'une vie derrière les barreaux, comme Pepper, qui a passé les 27 premières années de son existence dans le laboratoire où elle est née.

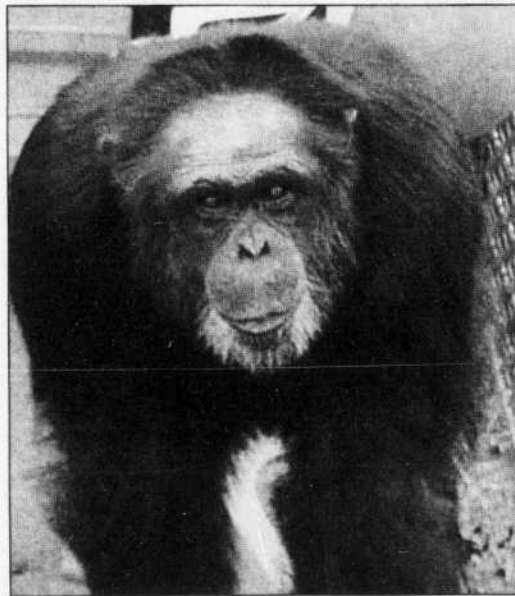
Infectés par le VIH dans l'espoir de trouver une cure pour le sida, inoculés à l'hépatite C ou soumis à diverses études sur les anticoagulants, ces cobayes sacrifiés à la science et condamnés à l'isolement dans des cages exiguës ont largement mérité leur retraite, croit Gloria Grow. «Nous leur devons quelque chose», affirme-t-elle en racontant l'histoire d'horreur de chacun.

Yoko, par exemple, a subi 140 biopsies du foie dans le laboratoire new-yorkais. Les dents de Billy Jo et de Sue Ellen ont été brisées à l'aide d'une barre de fer pour les empêcher de mordre. Rachel, aux prises avec des crises d'anxiété à répétition, s'est infligé de nombreuses mutilations douloureuses. À l'aube de leur nouvelle vie, tous ont manifesté des problèmes de comportement: agressivité et méfiance envers les humains, difficulté de s'adapter à la vie en compagnie de leurs semblables, sans oublier leur perpétuelle phobie des armes à feu et des blouses blanches.

Les chimpanzés se sont révélés de mauvais sujets pour les recherches menées sur le VIH car, même porteurs du virus, ils développent rarement la maladie. «Des millions de dollars ont été dépensés dans la recherche sur le sida avec des chimpanzés et nous n'avons pas appris grand-chose. Maintenant, ils sont ici», déplore Mme Grow. Cela signifie que ça n'a pas marché. On ne recense aucun chimpanzé dans les laboratoires canadiens mais les États-Unis en comptent 1700.

Billy Jo adore le petit écran

La similitude entre l'ADN des chimpanzés et celui



FONDATION FAUNA

Billy Jo est un colosse de 33 ans qui a eu les dents brisées par ceux à qui il a servi de cobaye.

des êtres humains est telle (à 98,4 %) que le plus proche parent du chimpanzé est l'homme et non le gorille ou l'orang-outan avec qui, pourtant, il partage la classe des grands singes. L'homme et le chimpanzé sont même plus proches génétiquement que l'éléphant d'Afrique et l'éléphant d'Asie. Pas étonnant que Gloria Grow se soit attachée à ses pensionnaires et reconnaisse chez chacun une personnalité bien distincte.

Comme leurs cousins humains, ils adorent la télévision. «Billy Jo écoute la télévision toute la journée et se fâche quand elle est éteinte.» Pendant que les autres membres du groupe râlent des dessins animés, Billy Jo préfère les films érotiques et le *talk-show* d'Oprah Winfrey. «On ne sait pas trop pourquoi», déclare Gloria Grow en riant. Et ils comprennent assez bien l'anglais pour obéir à quelques précautions. Ainsi, mieux vaut taire les mots «Pepsi» et «frites» et les épeler afin d'éviter les réactions d'anticipation un peu trop exubérantes.

Le couple a investi des sommes colossales dans l'entreprise. La construction du bâtiment principal a coûté 300 000 \$ et le ravitaillement chaque semaine

en fruits, légumes, noix, Jell-O, yogourt et autres aliments fait grimper la facture hebdomadaire à 300 \$. Quant à l'entretien du bâtiment, Richard Allan l'estime à 50 000 \$ par année.

«Je reçois des lettres de gens qui me demandent: «Pourquoi dépensez-vous autant d'argent pour ces chimpanzés? Ne serait-ce pas mieux de mettre ces sommes ailleurs, dans quelque chose qui ferait vraiment une différence? Peut-être qu'ils devraient être tués», me dit-on souvent, raconte Gloria Grow. Je ne crois pas que les gens devraient critiquer les choix des autres quant à la façon dont ils dépensent leur argent. Certains achètent des voitures de luxe. Nous faisons peu de voyages, nous fréquentons peu les restaurants et ne passons pas nos hivers en Floride. C'est notre choix.»

Bien que les chimpanzés volent la vedette dans leur domaine, ils ne sont pas les seuls animaux à y vivre puisque le couple en héberge près de 400, victimes de mauvais traitements ou abandonnés par leurs propriétaires: chevaux, autruches, émeus, singes capucins, cochons vietnamiens et volatiles de toutes sortes. Comme les animaux font partie intégrante de leur vie depuis longtemps, le choix de voler à leur secours est naturel pour Gloria Grow et Richard Allan. «Et ça ne veut pas dire que nous n'aimons pas les enfants et que nous ne nous préoccupons pas d'autres causes. [...] Je suis fatiguée de devoir me justifier tout le temps», ajoute Mme Grow.

Pour nourrir toute la ménagerie, le Dr Allan travaille de longues heures à sa clinique vétérinaire mais la fondation qu'ils ont créée et baptisée Fauna leur permet de recueillir des dons. Et, avec les années, d'autres projets se sont ajoutés aux premiers. Richard Allan a acquis de son voisin un boisé adjoint à sa terre, agrandissant du même coup sa propriété à 200 arpents, une façon pour lui de protéger la flore indigène et l'habitat naturel de la faune sauvage, menacés par la production porcine et l'expansion des terres agricoles, «une catastrophe en Montérégie». Les visiteurs pourront à terme emprunter les sentiers que le couple compte y aménager.

La tourmente provoquée par l'arrivée des chimpanzés est passée. Richard Allan et Gloria Grow sont optimistes et croient que l'opinion publique est en voie de changer. Déjà, les dons en provenance du Québec se font de plus en plus nombreux. «Nous ne voulons pas gagner d'argent avec ça. C'est une passion. Nous n'avons pas d'autre but que de secourir les chimpanzés et d'informer les gens sur le traitement qu'ils subissent car nous avons une dette envers eux. Nous sommes comme une maison de retraite pour chimpanzés, c'est tout», résume Mme Grow.



Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

► CE MIDI: Entrée + carré de porclet braisé aux canneberges + dessert • 17 \$
► CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50 \$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • ☎ Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com

